

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

Mardi 27 avril  
1976

Premières élections législatives au Portugal depuis cinquante ans

Au grand dépit de tous les apôtres de la « démocratie pluraliste » le raz de marée des partis de droite (CDS, PPD, PPM, PDC) n'a pas déferlé sur le Portugal.

Ceux-ci augmentent un peu leur score de l'an dernier (34 % des électeurs inscrits) mais restent loin en arrière de leurs espérances avec seulement un peu plus de 40 %, c'est à dire à peine plus de 42 % des suffrages exprimés. Et surtout le CDS (environ 16 %) ne parvient même pas à équilibrer les voix du PPD (24 %). Autant dire que « l'alternative 76 » que préchait tant Freitas do Amaral (qu'ici on appelle ironiquement Freitas do Capital), n'est pas encore représentée, pour les petits commerçants, pour les petits paysans, par la matraque que brandissait si souvent à Rio Mayor le général Galvao de Melo.

Les partis ouvriers (PS, PCP, UDP, FSP, MES, LCI, PRT) conservent globalement la majorité absolue avec 53 % des voix qu'il faut traduire plus fidèlement par les 55 % des votes effectifs et donc une majorité écrasante de députés à l'assemblée de la république.

Pas plus qu'elle n'était parvenue à transformer son 25 novembre militaire en un 25 novembre social, la bourgeoisie n'a réussi à légitimer le premier par un 25 novembre électoral. Ces élections législatives débouchent sur une impasse. Un gouvernement PS-PC est refusé par les dirigeants du PS. Ils espèrent pourtant avec quelques raisons, forcer la main des dirigeants du PCP pour qu'ils fournissent leur appui parlementaire à la constitution d'un gouvernement PS flanqué de quelques « potiches indépendantes ».

Alvaro Cunhal, lundi matin, n'adoptait sûrement pas par hasard le ton conciliant d'une proposition de « plate-forme » au F.S. qui pourrait bien se résumer à une déclaration d'intention de Mario Soares en faveur de la « démocratie, de la justice et du progrès ». « Stabilisation » oblige, les directions du PS et du PCP sont au moins d'accord sur une chose. Faire le moins de vagues possible pour ne pas troubler l'émoi de la réaction portugaise qu'elle porte cravate, ou galons.

Mais la bourgeoisie, la réaction voient peut-être la situation d'un autre oeil. Les élections présidentielles s'annoncent déjà mal. L'aspirant Bonaparte va être de plus en plus difficile à sortir de ces urnes. Où trouverait-il désormais le consensus des « grands partis » et de divers clans militaires ? La mise sur les rangs de Pires Veloso et de Pinero de Azevedo, la réserve provisoire de Ramalo Eanes et de Costa Gomes sont une frappante illustration de cette unanimité militaire, qui part en quenouille, et pour la première fois si ouvertement dans les sphères du conseil de la révolution.

Lire la suite page 2, première colonne

## MAJORITE ABSOLUE POUR LES PARTIS OUVRIERS

- Le PS obtient 106 députés, le PC 40 et l'UDP 1 (sur 259)
- La coalition gouvernementale est maintenue jusqu'aux « Présidentielles » en juin

### LA « DESCENTE » DES FLICS DANS LE METRO APRES LA MANIFESTATION DES IMMIGRES SAMEDI

De nouveaux témoignages

Lire page 6



C'était samedi soir à la manifestation. Les flics de Gestaponia font du tri à coup de matraques, de cheveux tirés (surtout ceux des femmes), d'insultes racistes dans le métro parisien. Parqués dans un couloir, mains sur la tête, les dangereux criminels sont les immigrés et les moins de trente ans. Poniowski veille sur la « sécurité » des Français. Depuis, Giscard reçoit à bras ouverts le tortionnaire du peuple brésilien, Geisel. Il y a comme une sale odeur qui se dégage de ce régime en sursis. (NORMA).

13 travailleurs immigrés interpellés par la police au foyer ADF de Nanterre

Lire page 7

Le comité de soldats du 6<sup>e</sup> BCA accuse : 18 soldats morts « en service en temps de paix »

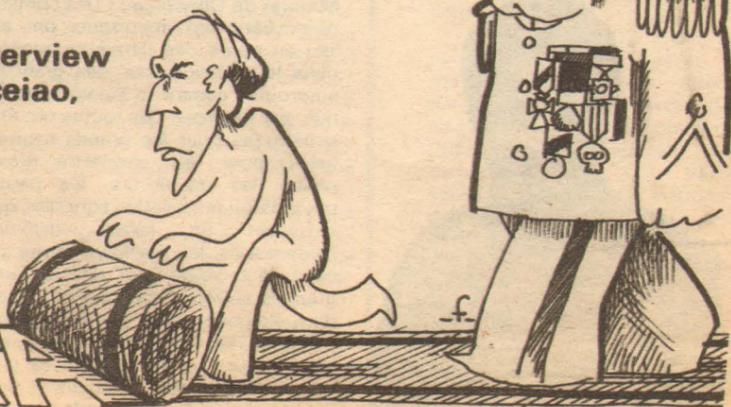
### LE DANDY ET LE TORTIONNAIRE

GISCARD DECORE DE LA LEGION D'HONNEUR LE DICTATEUR BRÉSILIEN GEISEL

« Nous nous félicitons du parallélisme de nos vues sur les grands problèmes du monde »  
Giscard

- Lire page 2 une interview de Manuel da Conceiao, dirigeant paysan

DICTA



Ouverture à Amiens du procès de Pierre Goldman

« LE DEFI AVAIT POUR MOI DES LIMITES : VOLER, OUI. TUER, NON. »

Amiens, de notre envoyé spécial Georges Marion

C'est dans un Palais de Justice littéralement « neutralisé » que s'est ouverte hier la première audience du procès de Pierre Goldman. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises : cars de gendarmerie mobile dans la cour du Palais où, contrairement à l'habitude, aucune voiture n'est autorisée à stationner, rondes de policiers reliés par talkies-walkies autour du palais, filtrage sévère à l'entrée. A l'intérieur même du Palais, des barrières métalliques ont été installées de-ci de-là et des policiers sont en faction devant chaque couloir. Dans la salle des débats, de nombreux policiers en civil se sont glissés parmi les spectateurs. La seule question qui se pose devant un tel déploiement est de savoir s'il a été mis en place en prévision d'une manifestation des fascistes qui ont menacé d'intervenir au procès, ou bien plutôt s'il ne provient pas des craintes policières de voir des dizaines de « gauchistes » envahir la salle. On murmure en effet que les renseignements généraux craignent un incident provoqué par les journalistes de Rouge et de Libération qui auraient, pour chaque rédaction, demandé trente cartes de presse pour assister au procès ! Dans les faits, Rouge et Libération - au même titre que les autres journaux - ont chacun un journaliste pour couvrir un procès qui a débuté au demeurant très calmement.

Lire la suite page 12

## PORTUGAL

Suite de la page 1

# IL N'Y A PAS EU DE 25 NOVEMBRE ELECTORAL

Les travailleurs, pour leur part, interpréteront ces résultats comme un encouragement à l'insolence : leurs partis sont majoritaires, et au-delà des combines parlementaires c'est cela qui compte ici et maintenant. On s'en apercevra très vite, le 1<sup>er</sup> mai, d'abord, dans le regain combatif de leurs luttes sous peu.

Mais il n'est pas besoin de jouer les prophètes de malheur pour pgr que la réaction, constatant amèrement que ses voies électorales sont sans issue pour l'instant, va mettre les bouchées doubles pour provoquer ce cher désordre qui permet ensuite de hurler à l'ordre. Elle a beaucoup d'amis fidèles de ce côté-ci de la frontière dans l'armée et bien placés. Et de l'autre côté ses bandes fascistes jouissent encore de la bienveillance de la dictature juan-franquiste, en attendant que les travailleurs de l'Etat espagnol ne leur réglent leur compte.

Il faut être aveugle, ou se bander les yeux pour ne pas voir, comme le font les dirigeants du PS et du PCP, en refusant d'appliquer sans attendre le mandat qui vient de leur voter la majorité des travailleurs portugais : former un gouvernement PS-PC responsable devant un congrès démocratique des syndicats, satisfaisant immédiatement les revendications et s'appuyant sur leurs mobilisations pour défaire les plans de la réaction capitaliste.

La révolution portugaise entre dans une nouvelle phase, où les œillots n'auront guère de place. Pour les travailleurs d'Italie, de l'Etat espagnol et de la France c'est un espoir qui se ravive et aussi un encouragement à livrer leur propre combat. Mais dès maintenant, ils doivent apporter toute leur solidarité à leurs camarades portugais qui reprennent, ce 25 avril 1976, leur marche en avant.

Charles Michaloux

Lisbonne, le 26 avril, De notre envoyé spécial,

Le scrutin du 25 avril 1976 pour l'élection des députés à l'assemblée de la République marque l'échec du 25 novembre électoral de la droite, dont les deux principaux partis, le Parti populaire démocratique (PPD) et le Centre démocratique et social (CDS) ne parvient pas à rassembler plus de 40 % des suffrages exprimés.

Au CDS, la soirée du 25 avril a pris une allure de veillée mortuaire des illusions perdues. Hors Freitas do Amaral, Galvao de Melo et Amaro da Costa espéraient une singulière percée électorale et faire du CDS, avec un pourcentage compris entre 20 et 25 % des votes, le deuxième parti du Portugal. L'échec est rude pour ces messieurs qui devront se contenter de conjuguer au passé leurs mots d'ordre sur l'« alternative 1976 ». Le CDS ne creuse l'écart par rapport à son résultat de l'an passé que dans les provinces terriennes du Nord : Braga, Bragança, Castelo Branco, Vila Real, Viseu et les grands centres urbains de Lisbonne et de Porto qui concentrent à la fois les secteurs de la grande bourgeoisie et les couches de lumpén que ce parti a structuré durant sa campagne. Toute la propagande du CDS misait sur un très fort glissement à droite du corps électoral portugais.

Si Freitas do Amaral répétait avec une rare obstination qu'il s'agissait de « permettre à chaque portugais de devenir un petit patron », le CDS n'a pas fait longtemps illusion : le programme économique de dénationalisation, d'inflation sélective (sic) et de constitution d'un important volant de chômage n'était rien d'autre que le plan de relance économique de la confédération de l'industrie portugaise, le CNPF local. Tout au long de la campagne, le CDS tenta de faire converger sur lui les pesanteurs caetanistes et salazaristes : pas un meeting central où Freitas do Amaral ne demande la réintégration dans la fonction publique des épurés du 25 avril 1974. Y compris de Marcelo Caetano à sa chaire de

professeur de l'université de Droit ! Mais pour rendre crédible ce projet de 25 novembre électoral, la bourgeoisie aurait dû marquer des points plus importants au niveau social, dans les entreprises, notamment à la fin des suspensions des contrats collectifs de travail, en mars, en allant plus loin dans l'écrasement des salaires, l'augmentation des cadences, le muselage du contrôle ouvrier, le licenciement des cadres syndicaux et des travailleurs combattifs. Or ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès. Certains conflits, même, comme le licenciement de 17 travailleurs combattifs de l'entreprise textile Manuel Gonçalves, dans le Nord, où le patron est un cacique du CDS lié à l'ELP, et dont la droite a voulu faire un test national, s'est terminé en fiasco pour elle, vu la résistance acharnée des travailleurs. Ces échecs n'ont pu que dévoiler la faiblesse intrinsèque de ces fractions dures de la bourgeoisie portugaise. Dès lors, il n'est pas étonnant que ces secteurs intégristes du capital ne soient pas parvenus à attirer dans leur orbite de vastes secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine qui a continué de voter pour le PPD. Ce parti ne perd en effet que 2 % de ses voix au niveau national. La formation du Dr Sa Carneiro qui cultive l'ambiguïté entre un discours social-démocratisant et la peur du changement de ses clientèles électorales

ne peut prétendre incarner un projet global pour les secteurs les plus avancés et les plus décidés de la bourgeoisie. Sa relative stabilité ne recouvre guère plus que le lieu géométrique de tous les refus : refus du « social-marxisme » du PS trop lié à la classe ouvrière et refus du chovkial proposé par « L'alternative 1976 ».

Le parti socialiste, avec plus de 35 % des voix défend bien ses positions de l'an passé où il avait obtenu 37 % des votes. Mais le déplacement de son électorat selon les régions est significatif, et il montre que le PS paie sa politique d'opportunisme suivi sans discontinuer depuis deux ans.

Le PS gagne dans les provinces du Nord, 6 à Braga, 1 % à Viana do Castelo, 2 % à Viseu et surtout dans les îles, avec des avancées générales comprises entre 6 et 12 % à Madère et aux Açores. Dans ces régions la droite du CDS et du PPD, par la campagne terroriste développée, a donné un avant-goût de ce qu'elle préparait au niveau national contre la classe ouvrière et ses organisations. Dans ces zones, le PCP, sans implantation et sans tradition de direction des luttes, a souvent été réduit à la clandestinité, ou du moins à une apparition limitée. C'est dès lors le PS qui est apparu aux travailleurs comme le moyen le plus sûr pour barrer la route à la réaction.

Dans les autres régions, par contre, par sa stagnation et même son recul (de 7 à 9 % dans l'Alentejo et le Ribatejo, de 8 % dans les centres urbains de Lisbonne et de Porto), le PS paie ses capitulations. Face aux mobilisations ouvrières et paysannes, la dynamique du « vote barrage » contre la droite a moins joué. Par contre le PS a payé le silence qu'il a gardé sur les coalitions gouvernementales après les élections. C'est la pression du « vote à gauche le plus sûr », c'est-à-dire le plus sûr de promouvoir une coalition parlementaire ou gouvernementale de gauche qui a joué en faveur du PCP, et dans une moindre mesure, de l'UDP.

Les chiffres du PCP dans l'Alentejo et dans le Ribatejo sont éloquentes. 5 % de plus à Beja, 6 % de plus à Evora, 5 % de plus à Portalegre. Ici, le vote massif pour le PCP a été un vote de défense de la réforme agraire. Dans les villes aussi, le PCP marque des points : il augmente son score de l'an dernier d'un tiers à Porto et fait une progression de 2 % des votes totaux à Lisbonne, de 6,5 % dans la région industrielle de Setubal.

L'extrême-gauche conserve, avec 3,5 % des voix, le score qu'elle avait fait l'an dernier. Mais des différenciations apparaissent dans la répartition des voix. Le Front socialiste et populaire (0,8) et le Mouvement de la gauche socialiste (MES 0,6 %) se tassent de moitié. La Ligue communiste internationaliste passe de 0,19 % à 0,30 % des votes et double le nombre de ses voix. L'Union démocratique populaire (UD avec 1,7 des voix, opère une relative percée, surtout dans l'Alentejo (2,2 %) et dans les centres industriels de Lisbonne et de Setubal (2,6 %).

Ainsi, même si cette campagne l'a surprise en pleine mutation politique et organisationnelle, l'extrême-gauche prouve par ses résultats que beaucoup ont eu tort de l'enterrer prématurément au soir d'une aventure de novembre.

Michel Rovere



norma

## BRESIL

« Le point de départ de l'unité des forces ouvrières est la lutte contre la dictature... »

interview de Manuel da Conceição dirigeant paysan brésilien



Depuis de nombreuses années, Manuel da Conceição participe et dirige les luttes des paysans de l'Etat du Maranhão, au Nord-Est du Brésil ; militant des Ligues Paysannes avant 1964, il a été élu en 1967 président du syndicat des travailleurs agricoles de la vallée de Pindaré-Mirim. Au cours de la répression violente contre le mouvement paysan, Manuel da Conceição a été arrêté après avoir eu sa jambe blessée par des tirs de la police. N'ayant pas reçu des soins en prison, sa jambe a gangrené et a dû être amputée. Libéré suite aux protestations des paysans, Manuel da Conceição est arrêté à nouveau en 1972 et soumis aux tortures les plus atroces par le CENIMAR (Centre d'Information de la Marine, une des innombrables polices militaires du Brésil) : on lui a arraché les ongles, transpercé le sexe et les testicules avec des aiguilles, etc. Une campagne nationale et internationale permet de l'arracher en mai 1975 aux mains de la Gestapo brésilienne ; il vivra pendant quelques mois dans un bidonville ouvrier de Sao Paulo et sera arrêté pour la troisième fois en octobre 1975, et soumis à nouveau à la torture par l'électricité pendant plusieurs mois. Encore une fois la solidarité nationale et internationale obligera la dictature à le libérer et à lui permettre de quitter le pays. A l'heure où Giscard reçoit en grande pompe le dictateur Geisel, nous donnons ici la parole à un représentant de ceux qu'il torture.

Rouge : Pourrais-tu donner quelques exemples des luttes paysannes qui ont lieu actuellement au Brésil ?

Manuel da Conceição : Des conflits particulièrement importants ont eu lieu au cours des dernières années dans la région autour des grandes autoroutes comme la Transamazonique, par exemple. Ces routes ont été construites pour les grands capitalistes, pour leur permettre d'exploiter les travailleurs, les petits paysans ou les salariés agricoles qui reçoivent un salaire minime. Evidemment, les meilleurs terres au bord de la route sont rendues aux grandes entreprises capitalistes ; les plus éloignées sont attribuées aux petits paysans qui sont obligés de vendre leur récolte à vil prix à des agents des grandes banques et des grands entrepôts marchands liés aux

banques.

Dans le cadre d'une pseudo-réforme agraire entreprise par la dictature, des travailleurs agricoles reçoivent un lopin de terre et un prêt gouvernemental. Victime des prix imposés par les banques, des maladies et de toutes sortes de difficultés, le paysan s'endette de plus en plus. Or, le gouvernement transfère les terres à des grandes entreprises capitalistes (comme la Volkswagen du Brésil), qui deviennent ainsi les crédettes des paysans. Ces entreprises imposent alors des conditions absurdes qui sont celles d'un véritable esclavage capitaliste. Elles utilisent des hommes de main, des bandes armées, des administrateurs et contremaîtres pour réprimer les paysans. Ceux-ci ne travaillent que pour payer leurs dettes et peuvent à

peine subsister. S'il essaie d'échapper, les paysans risquent la mort. C'est contre de telles conditions de vie qu'ont lieu des luttes et conflits, et que se constituent les associations de paysans.

Rouge : Peut-on dire donc que l'ennemi du paysan est le capitalisme ?

Manuel da Conceição : Sans aucun doute ! C'est la classe bourgeoise, la classe capitaliste. Les capitalistes au Brésil utilisent toutes les formes de l'exploitation. Par exemple, la Volkswagen, une entreprise qui étend son pouvoir sur le monde entier. On ne peut pas dire que c'est un groupe de latifondistes qui sont les propriétaires de la Volkswagen ! Que possèdent-ils au Brésil ? Ils pénètrent dans toutes les branches, de l'industrie lourde jusqu'aux meubles ou les glaces au chocolat. C'est un groupe capitaliste qui vient ici pour faire du capital. Et le gouvernement militaire, depuis 1964, leur donne toutes les facilités, incertains et avantages possibles. Ce n'est donc pas étonnant si ces capitalistes achètent des gigantesques propriétés foncières, chaque fois plus grandes, et exploitent les travailleurs agricoles et les petits paysans.

Rouge : Pendant ton séjour dans la banlieue ouvrière de Sao Paulo, quel a été ton impression sur le mouvement de résistance urbaine contre la dictature ?

Manuel da Conceição : Tant dans la campagne que dans les villes, le mouvement de résistance se développe rapidement. Mais le mouvement est lié à des secteurs de l'opposition démocratique : l'église, les avocats, journalistes, etc. Il

faudrait que la gauche s'organise au sein de cette lutte pour les libertés démocratiques, pour garantir la continuation du combat quand la répression donnera un nouveau coup, quand ces démocrates commencent à reculer. Oui, parce qu'ils finiront sans doute par reculer. Ma préoccupation est justement la question de l'unification des gauches. Comment faire pour que nous puissions conduire ce mouvement de masses qui se développe ?

Rouge : Quelles sont les formes d'organisation de la résistance ouvrière ?

Manuel da Conceição : J'ai parlé avec beaucoup d'ouvriers au cours de mon séjour en 1975 dans la banlieue de Sao Paulo ; leur problème sont les mêmes : le blocage des salaires « arrôcho » imposé par la dictature, les dirigeants syndicaux jaunes (pelêgos), les indicateurs et délateurs (dêdo duro). Le point de départ de l'unité de toutes les forces dans la classe ouvrière est la lutte contre la dictature brésilienne. Pour cela il faut utiliser tous les instruments organisationnels possibles : les syndicats, les coopératives, les clubs de mères, les clubs de jeunes, les associations de quartier (moradores), les communautés religieuses, les pastorales ouvrières, etc..

Meeting à l'appel du comité amnistie-Brésil

Mercredi 28 avril. 20h 30

Salle de la Mutualité

(métro Maubert Mutualité)

Soutenu par le PSU, la LCR, Révolution, la GOP, le Cédétim.

## 10 000 MANIFESTANTS A DUBLIN A L'APPEL DE L'IRA PROVISOIRE

Pour la première fois cette année, le gouvernement d'Irlande du Sud avait décidé de ne pas organiser de célébration officielle de l'anniversaire du soulèvement révolutionnaire de Pâques 1916.

Cependant l'IRA Provisoire et les organisations révolutionnaires avaient appelé à braver cette interdiction du gouvernement-valet de Londres. Ce sont environ 10 000 manifestants qui ont défilé dimanche dans les rues de Dublin. Cette manifestation est une des plus importantes jamais

organisée par le mouvement républicain.

Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été prises. Tous les principaux dirigeants de l'IRA provisoire étaient présents. Ils sont passibles de poursuites, et éventuellement d'emprisonnement pour avoir participé à la manifestation.

Le gouvernement du sud avait menacé tous les fonctionnaires de les priver de leur emploi s'ils prenaient part à la manifestation.

(AFP)

## Une conférence de presse du Comité du 5 janvier LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES TCHECOSLOVAQUES !

Au cours d'une conférence de presse organisée par le comité du 5 janvier, Jiri Pelikan, ancien directeur de la télévision tchécoslovaque, a notamment déclaré : « *Nous restons fermement sur les positions du socialisme, mais nous sommes prêts à saluer chaque pas positif concret de la direction actuelle* ».

Commentant l'offre faite par Husak au récent congrès du PCT à ceux des 500 000 exclus du parti qui étaient « récupérables », de réintégrer le parti, il a affirmé que cette attitude visait à diviser l'opposition socialiste et à isoler ses dirigeants comme Dubcek. Pour Pelikan, ce geste ne pourrait être pris en considération que si on ne demandait pas aux anciens exclus de renier leurs positions de 68, en faveur d'un socialisme démocratique, et si on ne leur enjoignait pas de soutenir la direction actuelle.

L'ancien directeur de télévision a souligné qu'aucun geste concret n'avait accompagné cette offre, ni par rapport au retrait des troupes soviétiques dont le « stationnement temporaire », se prolonge bien que

la situation soit officiellement « normalisée », ni envers les prisonniers politiques, dont il a décrit la tragique situation. Pelikan a particulièrement insisté sur le cas de Milan Hubl, Jaroslav Sabata, Jan Tesar et Jiri Muller, « *condamnés en 72 pour des conceptions identiques à celles de Berlinguer, Marchais, et Carrillo aujourd'hui* ».

## ESPAGNE

### LA REPRESSION, MONNAIE COURANTE DU GOUVERNEMENT ARIAS

A trois jours du discours d'Arias Navarro, qui devrait annoncer une accélération des réformes, la répression continue et s'intensifie en Espagne.

Le bilan de la dernière semaine est lourd.

Le tribunal d'ordre public a siégé à Madrid où deux militants accusés d'appartenir à l'ETA, Antonio Insausti et Isabelle Gonzales, ont été condamnés vendredi respectivement à douze ans et six ans de prison. Le lendemain, c'étaient trois membres du Parti communiste internationaliste (organisation maoïste) de Séville, qui étaient condamnés, pour association illicite, à cinq et quatre ans de prison.

Les brutalités et la torture restent courantes dans les commissariats. Le ministère de l'Intérieur a même été contraint d'ouvrir une enquête sur le cas de Maria Amparo Arango, vice-présidente de l'Union des Travailleurs et Techniciens, hospitalisée à Pampelune après une « interrogatoire » dans un commissariat.

D'autre part, les ratissages se multiplient au Pays basque, notamment, où la police a annoncé en fin

de semaine l'arrestation de 36 nouveaux militants accusés d'appartenance à ETA. De nombreux locaux clandestins auraient aussi été découverts à Bilbao, Vitoria, Ondarroa, Renteria, Irún, Lasarte. Mais 54 personnes ont également été arrêtées, samedi à midi, à Grenade lors d'une réunion préparatoire au 1<sup>er</sup> Mai.

Enfin, deux réfugiés basques ont été arrêtés à leur retour en Espagne. Il s'agit de Juan José Goitia et de sa compagne Rosario Lopez. Réfugiés en France depuis 69, ils avaient obtenu du consulat d'Espagne, à la suite de l'Indulto, des passeports en bonne et due forme, des autorisations de retour, et des garanties orales. Leur emprisonnement illustre le sort qui est réservé aux réfugiés.

Arrestations, tabassages, tortures, mauvais traitements dans les prisons, ratissages policiers : autant de liens de continuité avec la dictature franquiste que les promesses de libéralisation d'Arias Navarro ne pourront faire oublier. Car il s'agit encore du visage quotidien de l'Espagne, 5 mois jour pour jour après la mort de Franco.

## aux quatre coins du monde

### URUGUAY :

Le 22 mars dernier, le Parti communiste uruguayen a dénoncé l'offensive répressive que ses militants subissent depuis le 21 octobre 1975. Cela s'est traduit par environ 2 000 arrestations, tous les détenus subissant des tortures plus ou moins longues, certains sont morts sous la torture. Le 1<sup>er</sup> avril, le secrétaire exécutif de l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine publiait, à La Havane, un communiqué appelant à « l'isolement économique, politique et diplomatique du régime fasciste uruguayen ».

Au cours des premières semaines d'avril, le quotidien uruguayen « El Pais », principal porte parole de la campagne anti-communiste accordait une large place à la prolongation de l'accord commercial entre l'URSS et l'Uruguay. L'URSS accorde à l'Uruguay des facilités et un délai supplémentaire pour le paiement de machines et équipements industriels achetés en URSS.

Les centaines de militants communistes emprisonnés, torturés, poursuivis apprécieront l'apport du gouvernement de l'URSS à la campagne mondiale pour isoler la dictature uruguayenne.

### KISSINGER GAFFEUR

Kissinger est favorable à l'accession de la majorité noire au pouvoir en Afrique centrale... mais selon un délai de 10 à 15 ans ! Tel est le sens des déclarations faites avant son départ de Washington. Autant dire que le téléphone a sonné entre la Maison Blanche et les ambassades africaines dont les plus pro-américaines n'ont pas encore compris une telle « gaffe ». Depuis, le secrétaire d'Etat a assuré que la transition serait plus rapide... sans convaincre. Son voyage se poursuit donc sans enthousiasme. L'étape de Nairobi (Kenya) a été entourée de mobilisations policières sans précédent.

Il faudra donc attendre après la Tanzanie et la Zambie son escale au Zaïre pour mieux apprécier les objectifs tangibles de son voyage.

### PEROU : POUR LA LIBERATION DE CUENTAS ET CUADROS

Depuis le 5 décembre 75, Hernan Cuentas et Victor Cuadros, dirigeants de la Fédération des mineurs du Pérou et leurs avocats sont emprisonnés par le gouvernement péruvien.

A l'exemple du meeting national de Paris le 15/04/76, à Montpellier, Amnesty International, la Ligue Communiste communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste internationaliste, le Parti socialiste, le Syndicat national des instituteurs, l'UNEF (Soufflot), l'UD FO soutiennent et prendront la parole au meeting organisé par le Comité local pour la libération de H. Cuentas et V. Cuadros et de leurs avocats qui aura lieu le mercredi 28 avril au pavillon populaire à 21 heures.



Manifestation pour l'amnistie et l'autonomie de la Catalogne en février. Les « grises » se déchainent (DR).

## VIETNAM : LA SAUTERELLE ET L'ELEPHANT par Pierre Rousset

### 2/ LIBERATION ET REVOLUTION

● Il y a un an Saïgon était libérée

### L'ECOCIDE

Les « Nouvelles Zones Economiques » ne sont nouvelles que parce qu'elles ont été systématiquement dévastées par l'impérialisme US coupable du crime d'écocide. Le sol de nombreuses régions est devenu un mystère pour les agronomes : personne ne sait quels seront les effets de l'usage massif de défoliants.

43% des vergers et 44% des ressources forestières du pays ont été durablement détruit.

La réunification du Vietnam ne pouvait être une formalité. Elle pose en termes immédiats une question qui se trouve au coeur des débats sur la nature de la révolution coloniale : le contenu de classe de la libération nationale. Voilà en effet 20 ans qu'un Etat ouvrier a été constitué au Nord. Truong Chinh, membre du Bureau politique du Parti des travailleurs du Vietnam, le reconnaissait lorsqu'il déclarait à la « Conférence Consultative » en novembre dernier que « *réunifier le pays... cela signifie aussi réunifier les régimes économiques et sociaux, c'est-à-dire les structures économiques, les rapports de production, la composition sociale, l'organisation étatique...* »

### La révolution agraire

En fait, le processus de révolution sociale aura commencé bien avant la victoire sur l'impérialisme. Le paysan qui se levait dans les rizières pour combattre les armées étrangères luttait aussi pour la possession de la terre. 650 000 hectares de terres avaient déjà été distribués par le Vietminh en 1954. Quand dans le sud, le propriétaire foncier revint, le paysan reprit les armes. La seconde guerre d'Indochine avait commencé. Fin 1965, c'était 1 650 000 hectares de terres qui avaient été distribués ; quant au taux de fermage qui pouvait dépasser 50 %, il était tombé dans les zones libérées à 5 %.

Aujourd'hui, la situation agraire varie beaucoup d'une région à l'autre du Sud-vietnam. Dans les zones anciennement libérées, des coopératives sont mises en place. Dans les plantations industrielles comme dans les « Nouvelles zones économiques », dévastées, ce sont des fermes d'Etat qui sont progressivement fondées. Dans les villages de zones précédemment sous contrôle fantôme, la réforme agraire débute. C'est par exemple le cas dans le village de Thai Lac, habité de réfugiés anti-communistes catholiques venus du Nord en 1954-1956 ; le gros propriétaire a fui, la terre est répartie, les premiers groupes de travail collectif naissent. Par delà cette diversité, les campagnes vietnamiennes ont vécu un profond bouleversement social : la puissance politique et économique, hier omniprésente, des grands propriétaires fonciers a été détruite.

### « Renverser la bourgeoisie compradore »

Dans les villes, l'âme de la résistance au régime Thieu avait été le mouvement ouvrier. A l'approche de la victoire,

la bourgeoisie vietnamienne avait, dans sa masse, voté avec ses pieds en s'exilant. Au lendemain de la prise du pouvoir dans les villes par le GRP, une sourde lutte de classe n'en commença pas moins. Sabotage, stockage des marchandises de première nécessité, impression de faux billets, accélération de la hausse des prix, diffusion de nouvelles alarmistes, petits coups de main et création d'un climat d'insécurité : l'impérialisme jouait sa dernière carte. La réaction fut rapide. En septembre, le GRP émettait une nouvelle monnaie de façon à contrôler les mouvements financiers et lançait une campagne contre la « bourgeoisie compradore ». Les milices, appuyées par des manifestations de masses, les biens des gros commerçants étaient saisis, les fortunes recencées. On trouvait chez le « roi du textile », la Nghia, 4 millions de mètres de soie et de coton. Quant à la fortune du « roi du riz » Ma Hi, elle se montait à 400 millions de dollars (soit un milliard huit cent millions de francs lourds !).

Parallèlement, la condition ouvrière commençait à changer. Les « syndicats de la libération » s'organisaient. Les mesures sociales sont multipliées. Dans l'entreprise frigorifique « Hai Vuong », gérée par le GRP, une antenne médicale a été installée, un congé maternité de deux mois instauré (90 % des travailleurs sont des femmes), une cantine gratuite organisée ainsi que des cours d'enseignements complémentaires, le salaire à l'heure aboli au profit d'une mensualisation générale qui a permis de réduire les heures de travail.

Dans les villes aussi, le statut de la propriété des biens de production reste diversifié. On trouve un secteur d'Etat, un secteur arprivé, un secteur mixte Etat-privé, un secteur coopératif et un secteur artisanal. Si la production assurée par le secteur artisanal reste considérable, le secteur dominant est maintenant celui de l'Etat. Après avoir vu son appareil d'Etat détruit de fond en comble par la victoire de la révolution et la dissolution de ses organisations politiques, la bourgeoisie vietnamienne a perdu l'essentiel de son pouvoir économique.

Le peuple vietnamien n'a pas fini de panser les plaies laissées par la guerre américaine. Le chômage (3 millions de chômeurs ont été légués par l'ancien régime !) est loin d'être résorbé et le retour à la terre n'est que progressif. Saïgon est encore une ville gonflée de réfugiés. Les différences de structures sociales et économiques entre le Nord et le Sud ne peuvent disparaître en une année. Mais déjà, un pouvoir de classe a été renversé : celui de la bourgeoisie.

Pierre Rousset

## Le PS « aile gauche du parti américain » en France ?

La thèse développée par Jean-Pierre Vigier dans « Premier mai » sur les rapports PS-PC est simple : « Il n'y a pas de possibilité légale pour l'union de la gauche d'accéder au pouvoir et de gouverner. Donc, en raison du veto anticommuniste des USA, le PS est contraint de s'entendre avec Kissinger et Giscard ou de renoncer au pouvoir. En bref, l'Internationale socialiste constitue désormais l'aile gauche du parti américain dans l'Europe de l'Ouest. Après Schmidt, Wilson et Soarès, Kissinger pousse Mitterrand au pouvoir. Le PCF est dans l'impasse quoiqu'il ad-

### La force de la social-démocratie européenne

Oui, les directions de la 2<sup>e</sup> Internationale toutes puissantes en Europe, sont, en dernier ressort, les agents de l'impérialisme américain. Les rares attitudes indépendantes que prennent les dirigeants du PS français - lorsque Deferre et Pontillon s'indignent d'avoir été visités par un délégué de l'ambassade US - à l'égard du gouvernement américain, soulignent d'autant plus leur servilité sur toutes les questions fondamentales : le Pacte Atlantique, l'Europe, l'OTAN, etc. C'est Mario Soarès qui a inventé que le Portugal et les USA avaient une frontière commune, malgré

### Les raisons de l'alliance PS-PCF

En France le PS s'est développé grâce à son alliance avec le PCF. Il a conquis un rôle charnière entre le gros de la classe ouvrière contrôlée par le PCF et les nouvelles « couches moyennes » déçues par la politique du pouvoir. Renouant des liens plus étroits avec la FEN, conquérant une influence déterminante au sein de la direction de la CFDT, reprenant pied dans les entreprises, en moins de 4 ans, le PS a réussi à devenir le premier parti de France avec une base électorale croissante dans la classe ouvrière et la paysannerie. Le projet de Mitterrand « d'équilibrer puis de dépasser le PCF » au sein de l'Union de la gauche, s'est réalisé point par point. Le PS a profité quelques années après mai 68 de la recomposition du mouvement ouvrier qui en est résulté. En signant le programme commun, la direction du PCF a déclenché une dynamique contre laquelle elle feint de lutter aujourd'hui. La polémique contre le « réformisme » du PS, contre ses tentations d'alliance avec les centristes, est d'autant plus inefficace dans la bouche des dirigeants du PCF qu'eux-mêmes veulent « l'union du peuple de France », flirtent avec les gaullistes et s'attachent au programme commun réformiste. La classe ouvrière, lorsque monte sa combativité, redonne vie d'abord aux courants historiques qui la traversent. C'est là un phénomène qu'il faut souligner sous son double aspect : en même temps que les masses se regroupent massivement derrière le PS - et le PC -

### Les meilleures façons de diviser

Evidemment l'alliance du PS et du PC est lourde de divisions : à cause des référents internationaux des deux partis, à cause de leurs intérêts bureaucratiques nationaux. On l'a vu au Portugal, une direction social-démocrate ne reculerait devant rien pour empêcher un contrôle du gouvernement pas un PC. De l'autre côté, un PC stalinien peut aller jusqu'à dresser des barricades contre un PS « social-fasciste ». La bourgeoisie internationale viendra toujours activement à la rescousse des PS contre les PC. Mais l'heure n'est pas encore en France à des affrontements comme au Portugal : il y a deux façons de diviser la classe ouvrière, par la poursuite d'une polémique permanente entre le PS et le PCF mais aussi en

### Unité de la classe ouvrière et Union de la gauche

Non, ce qu'il faut faire, c'est opposer la perspective d'une alliance PS et PC à celle d'une coalition plus large - avec la démocratie chrétienne, avec les gaullistes, les radicaux, ou demain Giscard, avec le PPD ou avec les monarchistes espagnols - et en même temps opposer un programme ouvrier au programme réformiste. C'est leB-A-BA de l'agitation que de s'emparer de toutes les capitulations du PS et du PC (lorsqu'ils refusent des élections anticipées, lorsqu'ils annoncent qu'ils vont « garder Giscard », lorsqu'ils s'opposent à l'abrogation de la Constitution de 1958, lorsqu'ils acceptent que Fabre aille à l'Élysée voir Giscard, lorsqu'ils laissent Chaban-Delmas à la tête d'un conseil régional de la Gironde majoritairement « à gauche », lorsque Marchais fait des « appels aux gaullistes... ») pour opposer les travailleurs à leurs directions, et ce faisant pour faciliter le développement de structures de masse d'auto-organisation.

Il ne suffit pas d'en appeler « à la lutte » et à « passer par-dessus » le PS et le PC : ce sont ces deux partis qui sont précisément l'obstacle à la centralisation des luttes. Une simple politique de « front uni » à la base dans l'espoir de dévoyer les travailleurs est vaine : il faut s'adresser aussi « au sommet », arracher les travailleurs à leur influence. Contre l'avis de ceux qui concluent toujours prématurément que les directions sont « démasquées », il faut clairement dire qu'on ne peut pas faire l'économie d'une politique de

viennaise, face au groupe dirigeant du PS et à sa propre base... il faut miser sur une « stratégie de rupture » du PC avec le PS et de la base du PC vers la « nouvelle gauche révolutionnaire »...

Ces thèses font litière de toutes les contradictions du Parti socialiste pour jouer ce rôle de « gauche du parti américain ». Elles font surtout abstraction de la pression du mouvement des masses sur les appareils du PS et du PCF : ce n'est pas une directive de Kissinger qui pousse Mitterrand au gouvernement mais en dernière instance la montée ouvrière.

l'Atlantique...

Mais le PS portugais est le premier parti ouvrier de ce pays malgré les trahisons de sa direction, le PS italien et le PSOE espagnol se développent malgré le poids puissant des PC dans ces deux pays : en Grande-Bretagne, en RFA, en Suède, au Danemark, en Autriche, les sociaux-démocrates règnent, souvent sans partage.

Il ne suffit pas de dénoncer le « parti américain » pour détacher la classe ouvrière de cette influence néfaste, parfois fraîchement ressurgie.

elles éprouvent leur force et acquièrent la conscience que leurs directions hésitent, freinent, trahissent.

Mitterrand spéculait ouvertement sur la possibilité d'apaiser les luttes de classes postérieures à son arrivée au pouvoir. Mais le poids de la CGT et du PCF sont indispensables à cette tâche. D'où la politique de Mitterrand : faire comprendre à Kissinger qu'il lui faut s'accommoder d'une participation - modeste - du PCF au gouvernement. Tant que la croissance de la social-démocratie dans les pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne, France, et maintenant dans une moindre mesure Portugal) ne lui permettra pas de « se passer » du concours des PC, elle plaidera, contre l'avis des sociaux-démocrates de l'Europe du Nord. Et si certains dirigeants français du PS, ont certes, déjà formulé dans les couloirs, l'idée d'un « gouvernement socialiste homogène » et fondent même leurs espoirs pour la succession de Mitterrand sur cette perspective, elle est pour le moins lointaine, sinon improbable.

L'accord passé avec le PC est donc réaffirmé jusqu'à présent par la direction du PS : mais à condition de se donner le maximum de garanties sur tous les plans : en obtenant du PCF qu'il soit contraint de se démarquer publiquement de l'URSS, dans le respect des institutions de la 5<sup>e</sup> République, dans le strict respect - progressif - des « changements » prévus par le programme commun.

dévoiant l'aspiration des travailleurs à l'unité de leur classe vers un « compromis historique » ou une « union de la gauche » ou une « junte démocratique ».

Lorsque Vigier propose de « rendre la masse ouvrière consciente de la faillite du compromis historique » encore faut-il ne pas se tromper sur les moyens : il ne s'agit pas d'opposer le PC au PS.

Demain, Mitterrand fera une politique aussi contre-révolutionnaire que le PS portugais : il ne faut pas tomber dans les erreurs de certains militants du FUR (Front d'unité des révolutionnaires portugais) qui avaient fait leur le slogan : « à mort la social-démocratie » et qui ont exclu le PCP du FUR... parce qu'il s'alliait avec le PSP.

front unique ouvrier : ni Soarès, ni Mitterrand ne sont « démasqués » aux yeux des travailleurs, quelle que soit leur allégeance à l'impérialisme.

C'est le sens général de nos consignes de vote au second tour pour le PS et le PC : un renforcement de leur nombre de voix est perçu par la classe ouvrière comme une défaite de Giscard-Chirac. Si demain Mitterrand et Marchais ont 55 % des voix et des centaines de milliers d'adhérents de plus, il ne faut pas croire que leurs marges de manoeuvre seront plus larges : en se sentant forte, la classe ouvrière sera plus exigeante envers ses directions. Les illusions des travailleurs seront renforcées mais en même temps la combativité grandira. Pour conquérir telle ou telle revendication - tout à fait limitée, tout à fait immédiate -, les travailleurs s'opposent à un gouvernement qu'ils croient être le leur, tout en croyant encore le soutenir. PS et PC ne défendront pas ces revendications ouvrières, ils louvoieront face aux luttes, ils plaideront la nécessité d'élargir l'« Union de la gauche » ou de protéger les institutions : c'est là que s'opposera la voie de l'unité ouvrière à celle de la collaboration de classes de l'« Union de la gauche » ; c'est là que des comités ouvriers de masse, unitaires, se constitueront et que se posera en termes spectaculaires la construction d'un parti révolutionnaire — (dont Jean-Pierre Vigier dit avec raison qu'elle est la condition d'une victoire).

Gérard Filoché

## Lu dans la presse révolutionnaire Les réformistes proches du pouvoir

L'Organisation communiste - Gauche ouvrière et paysanne (OC-GOP) pose dans un article de l'*Outil des travailleurs* la question de l'arrivée des « révisionnistes » au pouvoir :

« Comment ruiner l'influence de masse encore hégémonique du réformisme en général et du révisionnisme en particulier ? Comment conquérir la majorité des masses de ce pays à la nécessité de l'issue révolutionnaire ? Il n'est pas possible dans ce domaine de suivre ceux qui au nom d'une lutte implacable contre le révisionnisme apportent pour toute réponse à cette question, l'affirmation que « les masses rompent de plus en plus d'avec le révisionnisme ». Ce « culte de la spontanéité » nouvelle manière est aussi dangereux, aussi mortel que celui que stigmatisait Lénine en son temps. Puisque les masses « rompent » les révolutionnaires n'ont pas besoin de s'en préoccuper, nul n'a besoin de faire les propositions concrètes qui, sans cesse permettent de provoquer, de consolider, d'approfondir des ruptures. C'est vraiment faire bon marché de toute l'histoire du mouvement ouvrier que de feindre de croire que l'influence réformiste se dissoudra d'elle-même ou sous les coups des anathèmes révolutionnaires ». L'OC-GOP formule ainsi les tâches : « concentrer toute la bataille pour l'emploi et le revenu sur l'objectif politique du renversement du gouvernement Giscard-Chirac. Et non, sur le « Gouvernement PC-PS » car l'important n'est pas tant l'arrivée des réformistes au gouvernement que la manière dont la résistance populaire et l'offensive des masses l'imposent. Cela dit, si le développement de l'offensive populaire précipite la crise politique, il sera juste d'imposer les élections anticipées et le gouvernement de gauche ».

Ce qui conduit l'OC-GOP, en accord avec Révolution ! à voter PS et PC au second tour des municipales, parce ce ne serait pas « la défaite ou la victoire de deux candidats à la gestion des affaires bourgeoises et en tous points équivalents, ce qui serait principalement une victoire du mouvement ouvrier et populaire parce que ce serait une défaite de la bourgeoisie en place ».

En choisissant de voter pour le « quartier général de rechange » de la bourgeoisie contre l'actuel « quar-

tier général du pouvoir », il devient difficile de distinguer le camp de la classe ouvrière : donner consigne de vote pour des partis « bourgeois » est-il éducatif ? Et les partis considérés sont-ils « bourgeois en tous points équivalents » ?

Dans « Tribune Socialiste », Victor Leduc précise que, sur la question des municipales, « la décision de la DPN ne constitue nullement un tournant dans la politique du PSU. Elle est simplement une application de la stratégie d'Unité populaire adoptée au congrès d'Amiens... « Etre dès maintenant présents dans cette bataille, y jouer un rôle unitaire pour être à même de créer un mouvement populaire au niveau des communes, tel est le problème posé aux forces révolutionnaires. On peut évidemment l'éviter en se réfugiant dans le prophétisme en brandissant l'unité des révolutionnaires, comme une formule magique apportant réponse à toutes les situations, ainsi que le fait Alain Krivine pour qui elle est la « seule réponse face à la crise et aux solutions réformistes ».

L'OCI dans « Informations ouvrières » n'évoque pas les municipales, mais « la chute du gouvernement Giscard-Chirac » qui « entrainera l'effondrement des institutions de la V<sup>e</sup> République. Des millions de travailleurs et de jeunes veulent un gouvernement PC-PS parce qu'ils veulent en finir avec la politique anti-ouvrière de tous les gouvernements de la V<sup>e</sup> République, parce qu'ils veulent en finir avec l'exploitation et le capitalisme. La chute de la V<sup>e</sup> République ouvrira la crise révolutionnaire dans ce pays. Mitterrand croit-il que le gouvernement de front populaire défendant la propriété privée des moyens de production qu'il propose, pourra les satisfaire ? »

« Lutte Ouvrière » : « Il n'est pas exclu enfin, que, même si le sommet de la bourgeoisie envisage l'arrivée de la gauche au gouvernement, ce choix ne soit pas accepté par l'ensemble de la bourgeoisie. Dans un tel contexte, l'extrême-droite peut se renforcer très rapidement au point d'envisager de s'emparer du pouvoir ou du moins qu'un coup de force militaire ou non, soit effectué pour empêcher la gauche même réformiste d'arriver au pouvoir au profit d'un bonapartisme de droite ou d'une dictature militaire ».

Une nouvelle revue est parue : elle s'appelle « premier mai ». Parmi les premiers signataires on retrouve Manuel Bridier, Henri Malher, Michel Théry, Jean-Pierre Vigier, qui déclarent ne pas vouloir faire une « revue de plus » ni « la revue exclusive d'une organisation quelle qu'elle soit, mais permettre un débat coordonné par un comité de rédaction ouvert. »

Ils expliquent dans un texte de référence commun que « le révisionnisme n'est plus une déviation du marxisme, un marxisme défiguré mais bien une idéologie nouvelle, l'idéologie de la nouvelle classe exploiteuse. » Et ils se proposent « d'apporter une contribution à la restructuration de la gauche révolutionnaire en France, à la formation, avec bien d'autres militants et bien d'autres initiatives, du Parti révolutionnaire, instrument indispensable de la révolution socialiste. »

Les premiers articles sont de Manuel Bridier (démocratie ou dictature du prolétariat dans les thèses du PCF) de Jean-Pierre Vigier (les silences du 22<sup>e</sup> congrès du PCF) de Vittorio Rieser (dirigeant d'Avanguardia operaia, questions sur le parti communiste) de M. Dreyfus et D. Gréoux (la crise du mouvement révisionniste en Europe).

1er MAI 1976

Les travailleurs défient l'Europe du capital

Jeudi 29 avril à 20 h30  
MEETING A LA MUTUALITE

Organisé par les Fédérations de la région parisienne de la LCR

## PARIS 1<sup>er</sup> MAI POUR L'UNITE OUVRIERE

● *Le cortège du matin compromis*

Le premier mai, dit « Révolution » revêtira une importance particulière cette année. « C'est d'abord et fondamentalement au sein des cortèges syndicaux et des organisations de masse que se déroule l'affrontement entre ces deux orientations » (réformistes et révolutionnaires)... « Mais dans l'état actuel des choses, la participation aux cortèges syndicaux des militants d'avant-garde n'est pas telle en général qu'elles suffisent à exprimer avec assez de force et de cohérence un point de vue alternatif aux partis et aux directions syndicales qui pratiquent la collaboration de classes... « L'opportunisme des uns face aux réformistes, l'incompréhension par les autres de la nécessité de mener au sein des masses le combat révolutionnaire ont empêché l'extrême-gauche de prendre à Paris les initiatives qu'elle s'imposait. Il faut reconnaître lucidement qu'il s'agit là d'un échec... » Donc Révolution — si l'on déchiffre son langage allusif — ne constituera pas un cortège autonome derrière les syndicats et renonce à manifester le matin séparément des syndicats avec les maos-staliniens.

Dans l'état actuel des choses, il reste prévu le matin deux cortèges... qui partent du même endroit mais vont dans des directions différentes : celui de Force Ouvrière de la Bastille à l'Hôtel de Ville celui d'Humanité Rouge de la Bastille à la Nation. Lutte Ouvrière qui, au début envisageait de défilé le matin avec les révolutionnaires, semble appeler dorénavant l'après-midi au cortège syndical qui part (aussi) de la Bastille (à 15 H) pour aller à l'Opéra. Est-ce que Lutte Ouvrière fera un cortège autonome ? Son hebdomadaire en date du 24 avril n'envisage pas du tout la question.

Le PCR-ml (Parti communiste révolutionnaire. Le quotidien du Peuple) après avoir appelé le matin envisagerait lui aussi sous réserves d'appeler l'après-midi. Sous quelle forme ? L'UJCR, leur organisation de jeunesse, organise la fête de « rebelles » à la Cartoucherie de Vincennes le même jour. L'OCI-AJS pas plus que le PSU ne donnent de consignes particulières pour le premier mai si ce n'est de soutenir le cortège syndical. Et nous l'avons dit, la Fédération de Paris, du PS sera « présente » dans le défilé de l'après-midi.

En attendant d'autres informations, il faut bien constater que le projet d'une « manifestation autonome des révolutionnaires » en un autre lieu et à une autre heure que celle du mouvement ouvrier, s'est peu à peu réduit comme une peau de chagrin.

Effectivement, c'est la présence des révolutionnaires au défilé des syndicats qui seule prend un sens clair en cette circonstance : elle affirme une volonté inflexible de lutter pour l'unité ouvrière.

Constituer un cortège politique, est, pour nous, LCR, l'occasion de faire exister une autre orientation, une autre perspective que celle des directions bureaucratiques réformistes. Nous avons proposé cette démarche commune aux autres organisations (dont Lutte Ouvrière et Révolution), nous avons essayé un refus, parce qu'elles préféreraient défilé le matin. Qu'est devenu leur projet ? Le bilan semble trop vite tiré...

En tout cas, faute de réponse à nos démarches unitaires dans ce sens, la LCR, comme l'an passé, appelle à défilé avec le cortège des organisations ouvrières.

G. F.

*il y a... 86 ANS*

### 1890 : LE 1<sup>er</sup> MAI

Ce jour là dans les beaux quartiers parisiens, les « jean-foutre de la haute ont la chiasse » note le Père Peinard. Les ouvriers parisiens participent à la première grande manifestation ouvrière internationale.

Le congrès ouvrier international socialiste de Paris en 1889 avait adopté la date du 1<sup>er</sup> Mai en référence aux décisions prises par le congrès national des Etats Unis. Au delà de la revendication des 8 heures, c'est sous le signe de la lutte des classes et de l'Internationalisme que naquit officiellement le 1<sup>er</sup> Mai.

A Paris, les travailleurs sont invités à lutter sur les mots d'ordre de « Vive la journée de 8 heures » et de « Vive la République démocratique et sociale ».

Après l'échec de la Commune de 1871, le réveil du prolétariat français se manifeste moins à Paris qu'en province. 128 villes ou localités participent au mouvement avec des manifestations souvent importantes, comme à Lyon (40 000 manifestants) ou Marseille (50 000).

## TOURS MANOEUVRES ET MANIPULATIONS

On se souvient qu'après la décision de Lutte Ouvrière de présenter, seule, un candidat à Tours, des négociations unitaires s'étaient poursuivies entre les autres organisations d'extrême-gauche pour tenter d'arriver à une candidature commune. Nous nous étions alors heurtés au refus du PSU, de Révolution et de la GOP de faire, dans la plate-forme, une quelconque référence critique à l'Union de la gauche et, encore plus d'avancer une autre perspective politique que celle des partis qui la composent. Nous pensions quant à nous, qu'il ne suffisait plus aujourd'hui, d'opposer les luttes aux réformistes pour ouvrir une autre voie que celle du Programme commun.

Après l'échec de la Commune, nous avons alors été accusé de sectarisme, l'argumentation de nos camarades étant la suivante : « Ces divergences sont trop grandes pour arriver à une plate-forme politique commune ; mieux vaut donc être réaliste et faire l'unité au moins sur une candidature significative des luttes à Tours ». Ce qui n'a

d'ailleurs pas empêché ces mêmes camarades de présenter ensuite comme candidate une militante parisiennne du MLAC, Mérija Surduts.

Qui l'eût cru ? Lors de sa conférence de presse, jeudi dernier à Tours, celle-ci a présenté une profession de foi faisant explicitement référence à l'Union de la Gauche. Ce qui permettait au PSU, à la GOP et à Révolution d'expliquer : « Voyez la plate-forme de la candidate que nous soutenons. Elle critique le Programme commun. Si la Ligue ne s'y rallie pas, c'est bien qu'elle ne veut pas en réalité de l'unité. » En oubliant naturellement de préciser que cette plate-forme, dans son contenu, est contradictoire avec les propositions qu'eux-mêmes avaient formulées lors de l'ultime réunion unitaire, et que, bien évidemment, elle n'a jamais fait l'objet d'une négociation entre l'ensemble des formations d'extrême-gauche.

Dès lors quelle est notre position ? Sur le fond, il est incontestable que la plate-forme constitue un progrès et que, présentée telle quelle au début du processus unitaire, elle aurait pu servir de base pour un accord. Même si nous ne pensons pas qu'il suffise de dire que « face à la crise, le Programme commun représente certaines aspirations des travailleurs (...) mais ne donne pas les moyens de sortir du système capitaliste » ou encore que « les partis de l'Union de la Gauche ne peuvent pas organiser le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière » pour répondre positivement à la défiance de nombreux travailleurs vis à vis de la stratégie réformiste.

Mais il va sans dire que la campagne étant désormais lancée, il est exclu d'envisager un désistement de notre part. D'autant plus que nous combattons très fermement la manière dont est menée la campagne des « candidats des luttes ». Sous couvert d'unité, ceux-ci tendent à obtenir de façon manipulatrice le soutien d'organismes de masse (groupes femmes, comités antimilitarisme, comité Fontevraud) qui, en aucune manière n'ont à se prononcer en faveur de telle candidature plutôt que de telle autre. De même que nous dénonçons la manœuvre qui consiste à faire parler, lors de la conférence de presse qui s'est tenue hier à Paris dans l'après-midi, un « représentant » des travailleurs de Fougères, un « représentant » des viticulteurs ou une « représentante » de la lutte contre l'avortement, alors que dans les trois cas, il ne s'agissait, comme ils l'ont d'ailleurs reconnu, de militants ne représentant qu'eux-mêmes.

Le fond de l'affaire est clair. D'un côté Révolution, sans militant sur la ville et la GOP qui ne dispose que d'un petit groupe, cherchent à utiliser cette candidature (Mérija Surduts est militante de Révolution) pour s'implanter dans la région. De l'autre côté le PSU trouve son compte dans une campagne floue n'apparaissant trop contradictoire avec les orientations récentes de la DPN sur les municipales.

Ceci dit, nous nous battons jusqu'au bout pour faire prévaloir une unité plus que jamais nécessaire. Et c'est pourquoi, ce soir, nous proposerons, au cours d'une réunion unitaire à Tours avec l'ensemble des groupes d'extrême-gauche, d'organiser un cortège unitaire le 1<sup>er</sup> Mai et de tenir un meeting commun des trois candidats révolutionnaires qui donne, de façon réellement unitaire et non manipulatoire, la parole aux luttes les plus significatives de la région.

Pierre Julien.

## LOUVIERS

Trois listes de 14 conseillers étaient en concurrence à l'élection municipale de dimanche 25 avril : liste « renouveau et libertés » (de droite, dirigée par le maire sortant M. Thiers) a obtenu 38,3 % des voix soit 2 278 voix. La liste « d'union de la gauche pour le programme commun » a obtenu 1 366 voix (22,9 %) derrière le socialiste Michel Doucet élu conseiller général aux dernières cantonales. Enfin le « CAG » regroupant les 13 conseillers démissionnaires et un quatorzième co-listier, liste dirigée par M. Fromentin a obtenu 2 253 voix soit 37,8 % ce qui le place en tête de ballotage si la liste PC-PS se désiste en sa faveur. (voir article de Rouge n° 32)

Voilà les résultats qui vont placer le PC et le PS devant un nouveau choix douloureux : vont-ils se désister pour la liste « d'aventuristes » du docteur Martin, pour les « anarchistes » vilipendés il y a encore peu de temps ? Si le PC, sous l'influence tactique de Doucet a mis une sourdine ces dernières semaines dans ses attaques

contre le CAG, la décision qu'il doit prendre est plus douloureuse : voter pour ceux qui s'allient dans le soutien aux luttes des travailleurs avec les « gauchistes-agents-du-patronat-et-de-Poniatowski » du type de la LCR, c'est un problème. Ne pas voter pour eux, c'est non seulement aggraver la division, c'est laisser des chances à la droite de passer et de garder la mairie. Le PC a déjà préféré une fois déjà aboutir à un pareil résultat : recommencera-t-il ?

Vu le faible nombre de votants (5 951 suffrages exprimés sur 10 141 électeurs inscrits, 44 % de non-votant) un autre danger c'est que le 2<sup>e</sup> tour ne soit le règne de l'abstention, dépolitisant le scrutin. Nous verrons cela dimanche 2 mai au soir lors des résultats définitifs. D'ors et déjà la consigne de vote de la section de la LCR c'est de faire barrage à la droite et d'appeler tous les partis ouvriers pour qu'ils constituent une liste d'union sans exclusive sur la base d'un programme clairement et publiquement discuté.

commises par les supporters bastiais à l'encontre des joueurs niçois. Quant à celles qui durent subir l'équipe corse lors du match aller, motus et bouche cousue. Des brutalités, dans les matches de football, il y en a toujours eu. C'est la logique d'un système compétitif absurde. Aussi, l'annulation apparaît-elle comme une injustice, aux contours politiques. D'ailleurs Jacques Médecin, maire de Nice, Ministre du tourisme, bien connu pour ses opinions très à droite vient de demander à son compère Poniatowski plus de CRS pour protéger ses joueurs contre les corsés.

De petites humiliations en petites humiliations, et de répression, il risque de ne pas être loin le temps, de la grande colère.

Antoine Pietri

## CORSE

Désormais, en Corse, tous et toutes le savent : le procès d'Edmond Siméoni, celui de la Corse s'ouvrira le 17 mai. Nos principes ont tranché : les juges du leader autonomiste et de ses camarades seront des hommes « d'exception » pour la plupart des militaires. Quel symbole.

Les défenseurs de l'Etat représentés par un quarteron d'uniformes. Et ce seront eux qui décideront, de la justesse de la cause défendue par les autonomistes d'Aléria, eux dont l'histoire est remplie de hauts faits sanglants comme ceux de l'Indochine, de l'Algérie ; de quel droit, pourquoi ? Qui d'autre que les travailleurs corsés peuvent mieux juger les actes d'Edmond Siméoni. Et eux ont bien rendu leur verdict le 3 avril, dans la rue. Ils étaient 12 000 jurés à crier

« liberté per a Corsica » ; et que Poniatowski, que Giscard ne s'y trompent pas : jamais la mobilisation n'a cessé. Un signe ? Dimanche, l'Association des patriotes corsés organisait un meeting, dans un village de la Balagne : Arena. Là, sous la pluie, deux cent personnes ont écoutés les explications des principaux dirigeants de l'organisation autonomiste. Jamais une réunion n'avait mobilisé une telle foule.

On a l'impression, en Corse que la pouvoir fait tout pour provoquer l'explosion. Prenons en pour preuve, la démission ô combien significative, des dirigeants du football français, d'annuler le match retour Bastia-Nice, remporté il y a une semaine par l'équipe corse. La raison de ce geste serait les violences

## LES POINGS SERRES

## TOULON

Prenant prétexte de l'affaire Marandat, les fascistes avaient prévu de faire un meeting régional contre le « communisme assassin ». Pour eux, ce n'était qu'un début, ils comptaient ensuite s'attaquer à la faculté occupée depuis 15 jours.

C'était sous-estimer la riposte ouvrière. Déjà, les étudiants avaient tissé de solides liens avec le mouvement ouvrier local dans le cadre des journées portes ouvertes. Quand la menace de l'intervention fasciste se précisait, l'autodéfense s'organisa dans la ville. On devait protéger la municipalité de La Garde, la mairie de La Seyne, des foyers Sonacotra, tous

les locaux syndicaux ainsi que le centre universitaire. Une réunion regroupant le comité de lutte étudiant, l'UD CGT, l'UD CFDT, la FEN, FO, l'UL CGT de La Garde, mit au point l'autodéfense articulée autour de la faculté et de l'UL CGT de la Garde. Celle-ci distribuait un appel aux travailleurs : « Les admirateurs de Hitler et Mussolini prétendent manifester à Toulon... conscients de la nécessité de défendre fermement les libertés et la démocratie nécessaires à la lutte revendicative, le syndicat CGT appelle tous les travailleurs, tous les démocrates à se rassembler à l'union locale de La Garde pour organiser des groupes d'auto-défense ».

Le vendredi soir 40 ouvriers des usines voisines, vinrent à la Fac renforcer les groupes étudiants. La mobilisation a bien sûr découragé toute attaque. Mieux, la force de notre riposte devait obliger le préfet à interdire le rassemblement fasciste du samedi après-midi. Cependant, les fascistes ont pu tenir un rassemblement à 100 mètres de l'endroit prévu, sous l'œil bienveillant de la police : ils ont paradé armés et casqués. Mais ils ne sont pas venus à la fac, pas plus qu'ils n'ont attaqué les locaux du mouvement ouvrier : ils savent que la vigilance ne se relâche pas.

Correspondant Marseille-Toulon.

## VIGILANCE SUR VILLE

## Foyers Sonacotra AVEC LES SYNDICATS LE 1<sup>er</sup> MAI

Après le grand succès de la manifestation de samedi dernier, de nouvelles échéances se précisent pour les résidents des foyers. C'est que, en face, ils n'ont pas désarmé. Ce sont les violences policières, qui se sont déroulées dans le métro, samedi en fin de l'après-midi. Violences qui rappellent le temps de la guerre d'Algérie et qui annoncent des jours féroces. Des témoins nous ont fait parvenir ce qu'ils ont vu : les faits sont là, accablants.

Ce sont aussi les déclarations d'un certain M. de Charette, directeur du cabinet de M. Dijoud qui menace dans « La Croix » d'hier : « Cette situation ne peut plus durer. S'il le faut nous irons jusqu'à la saisie-arrest sur salaire. Certaines procédures sont déjà engagées par la Sonacotra. Il faudra peut-être aussi demander l'expulsion par voie judiciaire des résidents qui ne paient pas. Et ce distingué monsieur ajoute « Les immigrés comprennent depuis quelques temps que l'on se préoccupait sérieusement (!) de leur sort. Cette affaire peut les faire douter de notre bonne foi. » Sans blague ? Précisons que certains résidents ont déjà reçu des convocations d'huissier ou de la police. Seulement, M. de Charette, les résidents ont pris conscience de leur force. Et ils refusent de négocier, cas par cas, comme vous le proposez. Ils savent aussi que l'unité français-immigré qui s'est réalisée samedi dans la rue est une arme précieuse. Ainsi, après en avoir discuté, le Comité de coordination a-t-il décidé de défiler sur ses propres mots d'ordre avec ses propres banderoles dans le cortège syndical du 1<sup>er</sup> Mai. Joseph Cabrol

Après la manifestation des travailleurs immigrés samedi :

## TEMOIGNAGES

### « LES BRUITS DES COUPS DE MATRAQUE EMPLISSENT LA STATION »

17 h 15 Métro Ménépart. La manifestation de soutien aux travailleurs immigrés expulsés est disloquée depuis un bon quart d'heure. Il ne reste sur place pratiquement plus personne en dehors de quelques journalistes qui eux-mêmes s'apprêtent à partir. Soudain quelques cris et huit à dix gars débouchent du boulevard Ménépart et s'engouffrent à toute allure dans le métro. Deux minutes plus tard, une compagnie d'intervention s'arrête en catastrophe devant la station et, descendant des cars, des dizaines de flics en képi (ce détail est important) brandissant matraques et bidules dévalent les marches du métro.

A la hauteur du contrôle, les coups pleuvent sur une jeune-fille qui hurle et supplie qu'on la laisse ; à terre, un homme git, inanimé. Pendant ce temps, le gros de la troupe sautant les portillons s'engouffrent sur le quai où une rame est à l'arrêt. Forçant les portes, les flics envahissent les compartiments. Tout ce qui est jeune, portant les cheveux longs ou ayant le teint basané est éjecté des compartiments avec une rare brutalité.

Le bruit des coups de matraques qu'on assène, les cris, les hurlements de douleur emplissent la station ; les voyageurs restés dans la rame se sont massés contre la paroi opposée au quai. Ils ne disent rien, ils ont peur, d'autant que les flics remontent dans les compartiments. Le tri continue et, cette fois, le choix se fait plus précis. Deux « commerçants » chez qui les « casseurs » ont, paraît-il, opéré, « reconnaissent » les auteurs des vols. Ceux qui sont désignés sont projetés sur le quai où, là, les coups pleuvent pendant qu'un civil leur retourne les poches. Forcés à coup de pied à se mettre debout, ils sont plaqués contre le mur où la fouille continue, l'un

d'eux se retrouvant même pantalon et slip baissés. Les distributeurs automatiques de bonbons ayant été pillés, un flic en civil récolte dans un sac toutes les friandises trouvées : elles serviront de pièces à conviction pour établir le délit de vol...

Près des marches, un blessé, le visage en sang, gît à terre. Deux hommes tentent de le remettre sur ses jambes mais il perd conscience. Ils parviennent à le conduire à l'extérieur jusqu'à une pharmacie. Un voyageur qui proteste devant tant de brutalités, verra ses lunettes se briser sur son nez d'un coup de matraque. Sur l'autre voie, une rame entre en gare : une partie des flics se précipitent et embarquent là encore quelques jeunes qui rejoignent les autres qu'on a tassés près des guichets, mains sur la tête. Sur les quais, les flics donnent l'autorisation aux conducteurs des rames de repartir.

A l'extérieur, des photographes et les journalistes attendent. Encadrés

par des flics, les interpellés remontent. Certains ont la tête maintenue en arrière et, à une jeune fille qui proteste, il sera dit par un flic hilare : « Tiens bien la tête en arrière, salope, qqss photographes te voient bien !... »

L'opération est enfin terminée : une quarantaine de personnes ont été embarquées. Les flics dispersés dans les rames pour prendre son métro. L'un d'eux : « Avance, tête mal lavée ! Va prendre ta douche, crasseux ! ». C'est la grosse rigolade... Deux flics parmi eux se marrent tout autant que les autres. Ils sont noirs.

Que se serait-il passé, un quart d'heure plus tôt, les rames bondées de travailleurs immigrés ? J'ajouterais que les flics savaient qu'ils ne craignaient rien, ils en étaient si certains qu'ils avaient conservé leur képi. Pas un jeune n'a eu un geste de menace à leur égard.

D.J.



Métros bloqués. Meute de flics dans les wagons. C'est la grande rafle. Une nouvelle opération « coup de poing » de Poniatowski pour la sécurité de « la France aux Français ». (D.R.)



Tout ce qui est jeune ou basané est embarqué par les flics. Au premier plan avec un col roulé, un policier en civil qui se serait, selon les témoins, particulièrement distingué par sa brutalité (DR).

## « CONTRE LE MUR, LES MAINS EN L'AIR »

Samedi 24, 17 h 40 : stupéfaite ! Trente minutes après la dispersion de la manifestation de soutien aux travailleurs des foyers Sonacotra en grève, dispersion qui s'est faite dans le calme, je suis rentrée dans le métro à Ménépart. La bouche du métro était entourée de policiers en képi qui laissaient descendre.

Arrivée sur le quai, des flics casqués et armés de matraques procédaient à des « vérifications d'identité », avec fouille : les gens de « couleur » étaient les premiers inquiétés et d'autres à l'allure considérée comme louche par les flics étaient mis contre le mur, certains les mains en l'air.

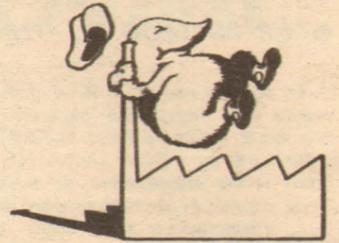
D'autres flics étaient dans les

wagons du métro, portes fermées, et procédaient aux mêmes « vérifications » : les portes s'ouvraient pour faire descendre le ou les immigrés « intéressants ». Dans le métro, le mutisme affolé, ces scènes rappelant d'autres plus anciennes de la guerre d'Algérie.

Quand le métro s'ébranla, quelques « flics fascistes » furent lancés. Arrivés au métro Couronnes, mêmes scènes, ainsi qu'à Belleville. Je fus moi-même fouillée, largement. J'étais femme et blanche, donc pas de problème, j'ai pu sortir. Une anecdote sordide : un CRS noir, attrapant un immigré et lui disant : « tu ne peux pas parler français ».

Pascale S.

## en lutte



**Appel à la conférence de presse du comité de coordination.** Pour opposer un démenti formel et précis aux diffamations du pouvoir à propos des délégués expulsés. Tirer le bilan de la manifestation du 24 avril. Fournir des témoignages concrets sur l'attitude raciste de certains gérants. Rappeler et préciser les revendications pour lesquelles la lutte continue. Conférence de presse au foyer de Bagnolet, aujourd'hui à 17h.

• Michelin — La lutte s'amplifie : « Jaleinques, on va te pendre ». Une salle au rez-de-chaussée, les bureaux de la direction Carnes, bourrée à craquer de travailleurs en bleu. Une négociation directe à chaud. Il est 10 h 30, hier, l'atelier VDE est toujours en grève totale. A BFE on occupe toujours depuis vendredi. Dans certains services, les OS commencent à refuser de faire le boulot tant que les machines ne seront pas vérifiées. D'autres refusent de faire les vérifications à la place de professionnels. Les OS commencent à rejoindre le mouvement des professionnels.

Une minorité est pour attendre, voir venir. La majorité la plus combattive est cependant partagée. Soit prendre du recul, repenser la grève, soit aller très vite : tout, tout de suite. Hier matin, 1 h 15 de négociations n'a rien donné. Et, coup de théâtre, brusquement la direction convoque tous les délégués pour 16 h. Que va-t-elle proposer ? Va-t-elle céder ? C'est mal connaître Michelin. Veut-il ruser, noyer le poisson, endormir la vigilance. Prépare-t-il quelques bas. Quoiqu'il en soit, mardi c'est la grève sur le tas. Pas de rassemblement central. Et mercredi grand meeting à 9 h et 15 h. Hier, c'est 2000 travailleurs, drapeau rouge en tête, qui ont manifesté. Combien seront-ils aujourd'hui ?

Correspondant Clermont-Ferrand

• Les travailleurs de la Société européenne de brasserie (SEB), à Dammarie-les-Lys, ont déclenché hier une grève de vingt-quatre heures reconductible jusqu'à satisfaction des revendications.

Correspondant

• Chateauroux : après l'important rassemblement de vendredi et avant la journée ville-morte d'aujourd'hui, le Tribunal des référés a donné tort au PDG dans le procès qui l'opposait aux 32 syndicalistes.

Sur plainte du général Mitterand, 32 délégués avaient été poursuivis pour entrave au libre exercice du travail et à l'acheminement du matériel. Le juge des référés qui a rendu son jugement hier matin s'est déclaré incompétent, considérant qu'il n'y avait pas urgence et a condamné la SNIAS aux dépens. Il faut voir là un résultat du rassemblement de vendredi dernier.

## vie syndicale

### CONGRES DU SNCS (FEN)

De vendredi à dimanche dernier s'est tenu le XXI congrès annuel du Syndicat national des chercheurs scientifiques, petit syndicat de la FEN (3500 adhérents) qui organise les chercheurs surtout du CNRS et de l'INSERM. Le fait notable de ce congrès est l'érosion de la tendance majoritaire réformiste qui perd 7 % des mandats au profit de la « tendance révolutionnaire » (de 22 à 25 %) et d'une orientation proche de l'OCI (de 3 à 7 %). Enfin plus de 40 des délégués ont demandé le renvoi devant les sections d'un texte de dernière minute engageant les syndicats dans un pas en avant vers la fusion organique avec le syndicat CGT des techniciens. Au-delà de ces faits chiffrés, il faut voir que pour beaucoup de syndiqués, jusqu'au sein de la tendance majoritaire, la riposte des syndicats à l'offensive du gouvernement est apparue bien molle.

A tous les niveaux, le gouvernement met en place des « incitations » pour les capitalistes-comme-Rhône-Poulenc à se réserver les morceaux de choix, rentables et prometteurs de profits juteux. La direction du syndicat explique cette situation, mais s'appuie sur l'intransigeance gouvernementale pour justifier une pratique de « journées d'action » inefficaces et d'opposition dans les commissions du CNRS.

Ce n'est pas une telle tactique qui permettra de donner à la riposte des chercheurs une optique efficace et réellement anticapitaliste. Mobili-

sation publique des chercheurs contre les industriels et leur cheval de Troie la DGRST (organisation technocratique interministérielle), débat approfondi parmi les travailleurs de la recherche sur la nécessité de faire converger leurs luttes avec celles des autres travailleurs, des étudiants et lycéens, sans attendre que ce gouvernement minoritaire soit parvenu à ses fins, tels sont les axes de bataille.

Bataille difficile, quand on sait que malgré l'ouverture, enfin, du syndicat aux étudiants de 3ème cycle, le congrès a trouvé le moyen en pleine mobilisation universitaire de n'envoyer qu'une délégation de cinq chercheurs à la manifestation de vendredi dernier et une motion, se retranchant sur le fond derrière les décisions du SNESup !

A signaler la proposition d'un représentant de la CUT au congrès de créer un collectif intersyndical pour la défense des chercheurs et enseignants au Chili. Une idée à retenir. Et maintenant, une anecdote pour s'amuser. Au salut du représentant du Nord-Vietnam venu parler des problèmes de la construction du socialisme après la guerre, la salle répondit par l'international... reprise du bout des lèvres par la tendance majoritaire dont une grande partie garda pendant ce temps les mains dans les poches, ostensiblement. L'ombre de Marchais...

Correspondant

**ACHETEZ  
ROUGE  
TOUS  
LES JOURS  
DANS LE MEME  
KIOSQUE**

## 7ème mois de lutte à l'IMRO de Rouen « SPECIAL LICENCIEMENTS » LE JOURNAL DE LA LUTTE Y EST IMPRIME CHAQUE MOIS

L'Imprimerie Rouennaise (IMRO) a toujours été un bastion de l'imprimerie régionale, une « locomotive » de l'action syndicale à l'intérieur de la Fédération française des travailleurs du livre (FFTL) locale. Elle est en lutte depuis sept mois avec deux autres imprimeries de la région : Caron-Ozanne, Michel frères (Evreux) pour lutter contre la fermeture. C'est en effet en octobre que les

travailleurs apprenaient le dépôt du bilan et l'annonce du licenciement de tout le personnel. 7 mois d'explication et de popularisation incessante auprès de la population de Rouen grâce au journal de la lutte Spécial-licenciements, 7 mois de rencontres, de coordination avec les autres imprimeries, 7 mois de combat aux côtés des travailleurs sans emploi de Rouen, dans le cadre du comité de chômeurs CGT.

7<sup>e</sup> mois d'occupation. Un petit groupe de grévistes nous accueille ; des gars de l'IMRO, mais aussi d'autres imprimeries de la région rouennaise. « Ici nous avons un travail d'occupation, mais aussi de mobilisation sur les autres entreprises ». L'IMRO est devenu effectivement un centre d'attraction pour les autres boîtes : Paris-Normandie, Duval à Elbeuf, Fernandez, Chaix, Parisien Libéré, Caron-Ozanne, etc. C'est souvent une nuit passée ensemble dans l'usine ou dans les rues de la ville à coller des affiches.

Les grévistes se font maintenant peu d'illusions sur une éventuelle reprise de l'usine. Les patrons ne sont pas intéressés, si ce n'est pas les murs ou le matériel. Le personnel a d'ailleurs décidé de se considérer comme chômeur et de s'inscrire collectivement à l'ANPE. « On accepte d'être considéré comme licenciés, mais, at-

tentivement, nos 90% nous serviront pour nous battre et mettre toute notre énergie dans la lutte ». La commission qui accorde les 90%, reste vigilante : pas question que les travailleuses remettent en marche l'usine pour leur propre compte. C'est pourquoi ceux de l'IMRO ont décidé de n'utiliser les machines que pour la popularisation de la lutte en liaison avec les autres boîtes. Ils éditent un journal mensuel « Spécial-Licenciements » conçu et rédigé, et confectionné par leurs propres foins et distribué publiquement dans les rues de la ville, adressé aux Unions locales et départementales et à toutes les sections de la CGT du Livre.

### IMRO n'est pas seule

A travers Spécial-Licenciements des liens se sont créés : à chaque comité une petite équipe se rendait sur

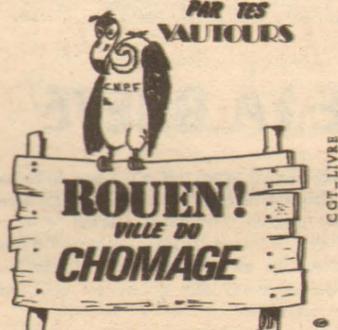
place pour établir le contact.

Lorsque le 11 février, les syndicats chargés de la liquidation, après avoir coupé le chauffage, avaient demandé de couper le courant, une délégation du personnel allait voir la CGT de l'EDF. Après deux heures de coupure, le courant était rétabli et la direction de l'EDF prévenue qu'aucune coupure n'aurait lieu sans l'accord des gars de l'IMRO. De même lorsque le 29 janvier 1976, le tribunal des référés ordonnait l'expulsion, un comité syndical était réuni d'urgence avec les camarades de l'UL et de l'UD CGT. La riposte était prête au niveau de l'imprimerie. Le soir présumé de l'évacuation, les gars de l'IMRO n'étaient pas seuls, le pouvoir a du reculer.

### Un forum permanent

Depuis l'IMRO est un centre d'at-

LECANUET  
LES CHOMEURS DE L'IMRO  
NE SE LAISSERONT PAS DÉVORER  
PAR LES  
VAUTOURS



traction pour tous les travailleurs de Rouen, pour les chômeurs, les lycéens qui viennent à l'usine. « Un forum permanent, disent les travailleurs. « Tous les sujets sont abordés, de Lip au problème palestinien ».

Mais surtout, le temps laissé à la réflexion a permis de s'interroger sur la coordination des luttes : « Se coordonner au niveau régional, c'est bien, mais insuffisant, nous souhaiterions comme nous l'avons exprimé au congrès du 15<sup>e</sup> groupe CGT du Livre, nous coordonner au plan national avec les 14 ou 15 imprimeries occupées. Il faudrait organiser au niveau fédéral un rassemblement de ces entreprises pour échanger nos expériences et pour voir ce qu'on peut faire au niveau de l'action » expliquent, pour finir, les grévistes. Le piquet s'installe pour la nuit. On met en marche une machine pour tirer un nouveau tract. La lutte continue, jour après jour, avec ténacité.

● Cambriolages dans les locaux de l'Union départementale CFDT de Toulouse. Lundi matin, les militants de l'UD-CFDT de Toulouse ont pu constater que leurs locaux avaient été cambriolés pendant le week-end. Des portes, des armoires, des salles avaient été ouvertes et de l'argent avait été dérobé. Pour l'UD, il s'agit d'un cambriolage. Mais on peut se demander si ne s'agit pas d'autre chose dans le contexte toulousain, marqué par des provocations policières permanentes à l'occasion des luttes étudiantes ; d'autant plus lorsque l'on sait l'attitude scandaleuse de la police qui se refuse à rechercher sérieusement les auteurs du plasticage de l'imprimerie 34 ou du viol par un groupe de fascistes d'une étudiante.

Correspondant Toulouse.

● Les 120 travailleurs immigrés du foyer du CASTD de Chalon-sur-Saône ont entamé une grève des paiements pour protester contre l'augmentation des loyers et les mauvaises conditions de logement.

● Le 27 avril à Angers, le tribunal des prud'hommes doit rendre sa décision sur le licenciement de Marc Legault, militant syndicaliste et animateur de la récente grève de Soretex (ascenseurs). A la suite de cette grève, la répression a déjà frappé dur. Plusieurs militants syndi ont été condamnés à des peines de prison avec sursis. La section CFDT de Soretex appelle à un rassemblement devant le tribunal (rue de la Roë) pour réclamer la réintégration de ce camarade.

Correspondant

● Banques : grève le 28 avril : la CGT et la CFDT appellent à une grève de 24 H à la réunion des syndicats avec les organismes patronaux. Les revendications portent sur les rémunérations, les effectifs, les conditions de travail et la sécurité, ainsi que sur les droits syndicaux.

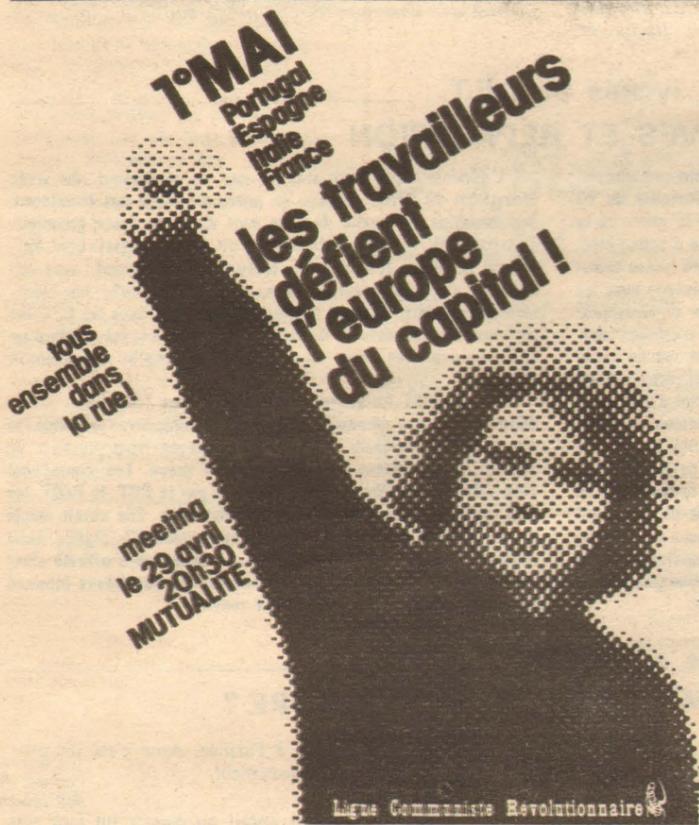
### Première coordination nationale des centres FPA en lutte

A l'initiative des centres de la région parisienne, une réunion s'est tenue le 24 avril à l'intérieur même du centre FPA de Meaux, malgré les menaces du directeur et de la police. Douze centres étaient représentés par des sections syndicales, en majorité CGT, quatre par des non-syndiqués. On remarquait néanmoins l'absence de certaines grosses villes. Les deux confédérations CGT et CFDT avaient apporté leur soutien.

Outre l'échange d'expériences, il fut discuté de la réticence de nombreuses UD et UL à soutenir et impulser ces sections syndicales de FPA. Un projet de plate-forme revendicative a été élaboré mais il a été décidé que la discussion n'était pas encore assez avancée.

Un bureau provisoire a été mis en place. Partout où cela sera possible, une apparition sera assurée dans les cortèges syndicaux du premier mai. Enfin, quatre motions ont été adoptées. La première met en évidence la situation particulièrement difficile des femmes dans les FPA, les autres apportent le soutien de la coordination aux immigrés, aux travailleurs de Lip et aux étudiants, lycéens et collégiens en lutte.

Correspondant



### AU CHU DE TOURS LE DIRECTEUR NE REÇOIT PAS

Au CHU de Tours, une bataille s'est engagée contre la répression antisyndicale. Une déléguée syndicale ayant été mutée pour avoir « remis en cause la hiérarchie », une pétition a été signée très largement parmi le personnel et les malades.

Vendredi dernier, une délégation

CFDT a demandé à voir la direction. Aucun signe de vie. Elle a attendu une heure ou deux dans le hall. Les seuls à se manifester ont été les flics qui sont venus les déloger, appelés par l'administration. Une conférence de presse doit avoir lieu mercredi avec les candidats ouvriers des élections.



### Descente de flics au foyer de l'ADF à Nanterre

Hier, toute la journée des voitures de la police ont stationné devant le foyer de l'ADF, avenue de la République à Nanterre. Les locataires du foyer refusaient de payer les loyers que le gérant voulait les forcer à verser. En fin d'après-midi, la police intervenait et embarquait plus d'une dizaine d'immigrés. Aussitôt, les militants de l'UD-CFDT du comité anti-raciste de Nanterre, du Parti communiste, de la LCR et d'autres militants anti-racistes se portaient sur les lieux et se faisaient embarquer à leur tour. Voilà sans doute comment le gouvernement entend dialoguer avec les résidents des foyers. Le mouvement ouvrier doit tout faire pour empêcher leurs expulsions.

Correspondant Nanterre.

### COCKTAILS CONTRE 3 ANPE, LIBE DIT BRAVO !

Dimanche matin, des cocktails Molotov ont été lancés à Paris contre les ANPE de la rue Cullon, de Gambetta et de Picpus. Ces actions ont été revendiquées par le « CNPF » (centre pour la Négation, la Paresse et la Fainéantise) auquel le journal Libération a jugé bon d'offrir une page. Le texte déclare : « ne plus travailler, c'est la revendication désormais minimale de la jeunesse radicalisée » et dénonce donc « les aides de camp des capitalistes : les syndicats », « les manifestations d'étudiants réactionnaires scandant le traditionnel « chô, chô, chômage : ras-le-bol !, autrement dit : Tra, tra, tra nous voulons du travail, ceci soigneusement orchestré par les tambours militaires de la Ligue communiste ou par les

cyclopes de Lutte ouvrière ». Le « CNPF » en appelle donc à « briser les maisons de passe pour capitalistes » et à brûler les ANPE.

Cette publication est plus qu'une bévue. Elle traduit un dangereux aveuglement. Que Libé se fasse l'écho de thèses défendues par certains militants des comités de chômeurs qui glissent de la défense des revendications spécifiques de chômeurs à l'idéalisation de l'état de chômeurs, on peut à la rigueur l'admettre. Nous pensons pour notre part que cette perspective laisse les chômeurs tourner en rond sur eux-mêmes. Il existe une autre réponse au chômage, celle qui unifie la lutte des sans travail à celle des travailleurs en activité : une réponse qui, sans

mythifier les vertus du boulot en usine, permette une mobilisation de masse : c'est la réduction massive du temps de travail.

Mais ce qui est très inquiétant, c'est de voir Libé porter au pinacle ces « actions d'éclat » qui ne peuvent que déboucher sur l'isolement des chômeurs de la classe ouvrière et qui risquent dans le contexte actuel d'ouvrir la porte à toutes les manipulations de l'extrême-droite et de la police. Formes de luttes radicales ? Hauts faits de la lutte des classes ? Allons donc : ces violences qui se trompent de cible rappellent tout au plus les coups de trompette poujadistes du petit commerce.

Pierre / F.L.

## EN PREPARANT LE PREMIER MAI...

### L'UNEF BRADE LA GREVE

L'UNEF-Renouveau vient de donner crédit au vieil adage : il n'y a pas de fumée sans feu. Le 25 avril, son président, René Maurice, livrait à *France-Soir* quelques petites phrases qui ne pouvaient manquer de faire la une de ce journal. « Nous militons, déclarait-il, pour que les étudiants ne soient pas frustrés du travail d'une année, nous les appelons à discuter avec les enseignants des calendriers d'examens. » Plus clairement : « Il ne faut pas renoncer aux examens » et il faut « un retour en force des étudiants dans les universités ».

Réaction vive de René Maurice contre les propos qui lui sont prêtés, lors d'une conférence de presse hier, 26 avril, faisant suite aux travaux du collectif national de l'UNEF ce week-end : « Il s'agit d'une interprétation fantaisiste, voire erronée, dénaturant et travestissant les positions de l'UNEF. » Le journaliste de *France-Soir* avait en effet, en bonne logique, conclu que l'UNEF cherchait une porte de sortie acceptable et ne se préoccupait guère que des examens.

Commentaire fallacieux ? Pourtant qu'a déclaré René Maurice lors de sa conférence de presse ? Que « les étudiants ne peuvent accepter que l'année universitaire soit sacrifiée » et qu'il faut « revenir en masse dans les universités non pour capituler, au contraire, mais pour se mobiliser encore mieux, continuer la lutte sous toutes ses formes, grève là où c'est possible ou selon d'autres modalités. » Sans capituler... alors qu'en clair l'UNEF n'appelle plus à la poursuite de la grève et encore moins à sa généralisation ou son extension ! Après la direction du SNESup qui pour mieux négocier ne parle plus d'abrogation de la réforme mais de retrait des textes, les militants du PCF qui animent l'UNEF proposent de brader la grève étudiante. Les examens deviennent tout à coup l'objectif essentiel et les propositions votées à la coordination de Toulouse de préparation collective, de discussion commune des étudiants et des enseignants sur leurs modalités, sont passées sous la table. Quant à la grève, elle n'est plus partout à l'ordre du jour, alors que le pouvoir n'a toujours rien cédé.

Ces positions seront débattues à la nouvelle coordination nationale étudiante qui s'ouvre aujourd'hui dans les locaux de la faculté de Censier à Paris. Et d'autres leur feront écho : maintenant la bataille pour la grève générale, consolider le mouvement par l'élaboration d'une plate-forme revendicative, préparer un premier un premier mai de lutte aux côtés des travailleurs.

J. Krasny

#### Les enseignants à Amiens

### SAVOIR COMMENCER UNE GREVE

Alors que la direction du SNESup multiplie d'un ton lancinant les appels à la négociation et n'ose même plus exiger l'abrogation de la réforme, d'autres sons de cloches, discordants, se font entendre chez les enseignants.

La journée des universitaires en lutte qui s'est tenue à Amiens, le 25 avril, a été un premier lieu de centralisation et de coordination de la grève enseignante. Un tour d'information auprès des 200 représentants de 39 universités a révélé l'ampleur du mouvement de grève chez les enseignants au regard de la capitulation de la direction du SNESup.

Différents exemples parmi d'autres de ces « débordements ». A Montpellier et Perpignan, les sections SNESup et SGEN de Droit-Sciences économiques estiment « qu'il est possible de faire abroger la réforme du deuxième cycle si l'université toute entière se met en grève générale ». A Bordeaux, à l'appel du SGEN et de la CGT de « Bordeaux 3 », une assemblée générale a réuni étudiants et personnels et a appelé à la grève générale « dans la perspective de la grève générale de l'Education Nationale ».

Par ailleurs, dans certaines universités des comités de grève communs étudiants-enseignants sont mis en place.

Première réunion de ce type, la rencontre d'Amiens s'est ainsi trouvée investie d'une responsabilité importante, celle d'appeler à la grève générale des universités. Un des participants a résumé ce choix par une formule : « Il faut que les enseignants apprennent à commencer une grève ». Le texte final, adopté

après une discussion de fond par 155 voix contre 16 et 8 abstentions, appelle donc « tous les enseignants à la grève générale des universités à partir du 26 avril ». Les représentants du BN du SNESup présents à la rencontre ne pouvaient évidemment tolérer de telles incartades. Dans un communiqué, au ton plutôt haineux, ils dénoncèrent cet appel et « les divers collègues de plus en plus minoritaires » présents. Surtout ils cherchèrent ainsi à créer un incident pour écarter les débats et éviter qu'ils aillent plus loin sur la définition de formes d'action. Après leur départ, que l'assemblée déplora, la tenue d'une nouvelle coordination nationale à Paris le 2 mai fut décidée. Elle réunira des délégués mandatés d'AG de grévistes ou des sections syndicales en grève. Son organisation est confiée à la coordination enseignante parisienne qui se réunit aujourd'hui, 27 avril, à 17 heures à Censier. Enfin, appliquant la décision d'Amiens, le SGEN appelle ses sections du supérieur à reconduire pour une semaine la grève.

● L'assemblée des enseignants, appelle tous les enseignants à la grève générale à partir du lundi 26 avril pour : l'abrogation de l'arrêté sur le second cycle, l'abrogation des circulaires du 20 février 1976 organisant le licenciement des enseignants vacataires et du 24 novembre 1975 concernant les assistants non-titulaires, la titularisation de tous les non-titulaires, une formation des maîtres, initiale et continue, assurée par l'université et sous son contrôle.



A Paris et à Toulouse

### LA GREVE A SES JOURNAUX

Le comité de grève national étudiant a publié un journal, vendu au prix d'un franc. Un exemple d'information permettant à la démocratie de s'exercer dans le mouvement. Il y a les textes entiers des deux motions présentées à la coordination de Toulouse, un compte-rendu très précis de la réunion avec les syndicats enseignants, une motion de la coordination des groupes femmes des facs parisiennes... Le résultat fait un peu « pavé » et un peu triste, mais c'est intéressant.

A Toulouse, en revanche, le « Journal de la grève » est illustré et n'a rien d'austère. Il s'appelle la « Dépêche du Mirail » par dérision de la « Dépêche du Midi » dont les comptes rendus fallacieux ou mensongers sont connus. Il a été rédigé par le collectif étudiant et enseignant en grève et voté en assemblée générale. Il est distribué gratuitement à 30 000 exemplaires. Son but essentiel : une popularisation de la lutte et une dénonciation, photos à l'appui, des violences policières.

Le comité Papinsky

### L'EDUCATION EN LIBERTE SURVEILLEE

C'est le thème des six heures organisées par le Comité de soutien à Papinsky, radié de l'Education nationale après un rapport d'inspection, qui auront lieu demain, 28 avril de 15 à 20 heures, 117 rue de Charonne, à l'AGECA, Paris 11ème, Métro Charonne ou Bagnolet. Le texte d'appel dit notamment : « enseignants, mais aussi fonctionnaires, pouvons-nous tolérer que l'Etat veuille nous transformer en chiens de garde ? Femmes et hommes, pouvons-nous supporter un enseignement asexué ? Educateurs, pouvons-nous accepter de presser les élèves dans des moules préfabriqués ? Nous, qui nous voulons libres et

responsables, pouvons-nous admettre d'être suspendus, mutés, radiés, dès que nous contestons, changeons « dévions » ? Contre le libéralisme musclé à l'Education nationale, pour la réintégration de Papinsky et de tous les réprimés ! ». Durant les six heures, il y aura des forums : les fonctionnaires et l'Etat, avec des magistrats et des avocats ; le sexualité à l'école, avec des camarades du planning familial et du MLAC ; liberté pédagogique avec le groupe Freinet ; il y aura des films, un buffet, une vente de livres. Le comité des enseignants-chômeurs soutient l'initiative.

lycées et C.E.T. :

### GREVES ET REPRESSION

Dans les lycées et CET, la grève se poursuit dans certains endroits. Parfois même, après le succès de la manifestation du 23 avril, elle s'étend. A Aix, trois lycées continuent la grève et se joindront aux étudiants le 29 avril pour une journée d'action commune. A Bourg en Bresse, la grève générale des lycées continue et une opération portes ouvertes doit être envisagée avec les profs. A Lyon, une dizaine de lycées techniques et classiques sont en grève, reconductible chaque jour, avec de multiples commissions. A Montpellier, le lycée-CET Mermoz est en grève depuis quinze jours, avec des forums et sur le lycée technique, où elle est soutenue par les directions syndicales, envoi d'une lettre ouverte au recteur. A Aubagne, les lycéens qui étaient en grève sur des revendications locales (notamment la sécurité, les 10 %, le droit des majeurs, la diminution des effectifs), ont envoyé une lettre au proviseur, avec trois jours de délai de réponse. S'il ne cède pas sur les sanctions concernant les retardés ils rentreront tous ensemble à 8 h 5. Grève aussi au lycée Arago de Paris et coordination CET-lycées des 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements à 12 h 30 aujourd'hui devant le lycée Ravel. Continuation de la grève commencée le 6 avril au lycée de Juvisy.

L'administration multiplie les cas de répression. Au lycée Bergson de Paris, enquête du proviseur après des bombages, des membres du comité de lutte sont visés. Au lycée technique d'Aubervilliers, fermeture hier, sit-in de protestation. Fermeture du lycée Nerval de Soissons également, avec exclusions d'élèves. Interpellations de lycéens après les manifestations à Paris et aussi Nantes. Et, bien sûr, dans les CET, les sommets sont atteints. A Annecy, 80 élèves ont été radiés d'un CET pour avoir fait grève. Ils pourront y rentrer s'ils reprennent le travail.

Au CET industriel d'Hayange en Moselle dès le début de la grève démarrée le 23 avril, l'administration oblige les élèves même majeurs à se réinscrire avec leurs parents en signant l'engagement de ne plus faire grève. Les cours sont suspendus. Les collégiens sont soutenus par la CGT, la CFDT, les élus locaux, qui ont rencontré l'administration. Elle aurait reculé en acceptant de détruire les « engagements » signés sous menace. Au CET mixte de Grasse, la directrice a affirmé avoir reçu deux textes du ministère annonçant que les élèves internes grévistes et manifestants seraient renvoyés.

des soldats nous écrivent

### ET L'ARMEE DANS LES MOTS D'ORDRE ?

Ici, à la caserne, nous suivons avec intérêt les luttes étudiantes, nous en comprenons le sens et la portée dans la situation actuelle, mais nous sommes un peu déçus.

Déçus parce qu'aujourd'hui, alors que c'est par wagons que l'on met les soldats au trou pour deux mois, tout le monde semble trouver ça normal. Deux mois A.R. après plusieurs mois de service, faut le faire, surtout dans les taules militaires... Pourquoi les étudiants n'intègrent-ils pas des mots d'ordre pour la libération des copains, surtout que

beaucoup d'entre eux iront à l'armée, donc c'est un problème qui les concerne directement.

Le mouvement étudiant aurait pu élargir un tant soit peu ses mots d'ordre, pour qu'une partie de la jeunesse aujourd'hui à l'école du dressage pour douze mois puisse trouver dans ce mouvement les échos de la révolte et y puise des rasades d'insolence.

Des soldats des FFA

### EN BREF, DE PARTOUT

**Bretagne** : rassemblement régional des facs le 29 avril à Rennes, avec manifestation. **Ecoles Normales** : dans le cadre de la semaine d'action des EN, les élèves de l'Ecole normale de Livry-Gargan ont investi l'exposition « Vivre à l'école » hier au Grand Palais. Pour y dénoncer cette opération de prestige ont été déposés des documents sur leur établissement « pilote » concernant la réalité de leur formation. **Médecine** : la coordination parisienne rassemblant 9 facs de médecine a décidé le 24 avril d'appeler à une coordination nationale des étudiants de la santé en lutte à la fin de la semaine. Date définitive décidée aujourd'hui. **Troisième cycle** : des étudiants Paris I sont en grève pour dénoncer la réforme du 3<sup>e</sup> cycle qui prétendait « préparer les étudiants à la vie active » et en fait organise « la mort de l'université ». **Nancy** : grève depuis hier à l'appel du SGEN des instituteurs titulaires mobiles et remplaçants de Meurthe et Moselle, pour dénoncer l'éloignement de

leur domicile des postes de remplacement. **Solidarité** : la première coordination nationale des centres FPA en lutte qui s'est tenue le 24 avril à Meaux a voté une motion de solidarité aux étudiants et affirme que sa lutte s'inscrit « dans la lutte contre la main-mise patronale sur l'enseignement » et terminant par « vive la grève générale de l'Education Nationale ». **Lyon** : l'Ecole nouvelle a pour objectif une recherche pédagogique débouchant sur une pratique enseignante nouvelle. Ce n'est pas l'avis semble-t-il de l'une de ses directrices qui a licencié deux institutrices sous prétexte de « désintérêt au travail » et deux autres qui avaient, avec les premières, fait grève pour protester. Après l'intervention de la police, une forte mobilisation, le 24 avril a contraint la directrice à ouvrir des négociations. La lutte est soutenue par le SEPR-CFDT qui appelle à une journée de grève de l'enseignement privé lyonnais le 29 avril.

## Médecins :

### L'ORDRE CONTESTÉ DE TOUTES PARTS

A Dieppe, une réunion publique du Comité de soutien aux médecins poursuivis a réuni plus de 160 personnes jeudi dernier. La CFDT, le PS, la LCR, le Planning familial, la Ligue des droits de l'homme, les comités jeunes en lutte du lycée étaient présents ou soutenaient la réunion. Les « usagers de la médecine » s'y sont constitués en commission de popularisation, une pétition sera diffusée dans tous les villages et toutes les usines. Le comité estime que « seuls, les médecins ne peuvent faire reculer l'Ordre, garant de la médecine du paiement à l'acte et des trusts pharmaceutiques. C'est la lutte de tous les travailleurs, des usagers qui renversera cette institution ».

A Rouen, ce sont 150 médecins, professeurs et

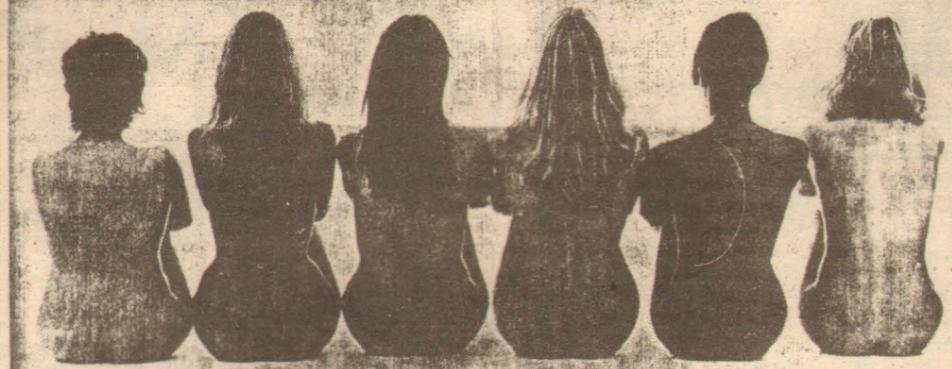
agréés, qui ont signé une motion de solidarité contre l'Ordre.

A propos de toutes ces luttes, un médecin nous écrit : « il me semble que le mot d'ordre de la suppression de l'Ordre ne pourra se réaliser que s'il est repris entre autres par un véritable mouvement de masse des médecins. Mais les pouvoirs exorbitants dont l'Ordre dispose sur les médecins rendent à mon avis indispensable une médiation tactique concrétisée par le mot d'ordre « pour l'abolition de l'inscription obligatoire à l'Ordre des médecins ». L'effet serait finalement le même car l'Ordre, n'étant plus imposé et soutenu par la loi, n'est plus l'Ordre mais un regroupement réactionnaire ».

## NICE: VILLE PILOTE

ENFIN, APRÈS TOUS LES PAYS CIVILISÉS D'EUROPE, LA GRANDE RÉFORME ANNONCÉE SE DESSINE :

### inauguration : la 1<sup>ère</sup> maison close



Dans un cadre luxueux, intime, discret et sous un sévère contrôle médical, s'ouvre cette semaine le premier complexe de l'amour tarifé créé en France depuis la fermeture des maisons, à la suite de l'intervention de Marthe Richard, en 1945. Dans un climat de fièvre, les derniers travaux s'achevant tandis que nous mettons sous presse. Nous vous donnons ici quelques tarifs spéciaux inauguration, au bar : apéritifs 15 F, cocktails 25 F, champagne 100 F. Tarifs chambre avec hôtesse : 1/4 d'heure 75 F, 1/2 heure 120 F, heure 180 F. Nuit (après 23 h) : 500 F. Chambre Japonaise, Chambre du Marquis, Chambre Pompadour, Palais des Glaces, la nuit : 800 F, avec accessoires : 1000 F, par hôtesse supplémentaire : 300 F. Adresse ? 117, rue Macarani. NICE.

Une feuille publicitaire, *Nice-hebdo* (en date du 3 avril) publie sur une demi page l'annonce qu'on lira ci-dessus. On se rappelle le canular de très mauvais goût que fit Pradel en annonçant, le 1<sup>er</sup> avril, l'ouverture d'un « Eros Center » à Lyon. Si la publicité de *Nice-hebdo* relève du même genre d'humour, ça commence

à bien faire. Et on peut, de toute façon, faire confiance à Médecin, maire de Nice, pour égaler Pradel sur ce terrain. Si d'aventure il s'avérait que l'information est sérieuse, on peut être sûr que le mouvement des femmes en fera son affaire : ce bordel n'ouvrira jamais ses portes.

## armée

### LE COMITE DE SOLDATS DU 6<sup>e</sup> BCA ACCUSE :

### 18 SOLDATS MORTS « EN SERVICE EN TEMPS DE PAIX »

En quinze jours, du 31 mars au 15 avril, 18 soldats sont morts en « service en temps de paix ». C'est le bilan dramatique qui tirent les soldats du 6<sup>e</sup> BCA qui notent que leur régiment est en tête de la liste noire des « morts à l'armée » : « Le 7 avril, une avalanche emportait une partie de la première section de la deuxième compagnie, faisant trois morts et deux blessés graves parmi nos camarades. Nous étions encore frappés par l'émotion quand, une semaine plus tard, le 15 avril, nous apprenions qu'un nouvel accident survenait à la troisième section de la même compagnie, faisant cette fois un mort, deux blessés et une dizaine de blessés légers. Un camion transportant quinze chasseurs s'était retourné dans le fossé à 5 H 30 du matin, alors que la section se rendait dans le Vercors pour une randonnée ».

Accidents ? Fatalité ? Ce sont les arguments que la hiérarchie militaire avance en pareils cas. Des enquêtes sont menées, par la gendarmerie et par l'autorité militaire elle-même. On devine que leurs résultats sont toujours identiques, à peu de choses près : dégageant total des responsabilités du haut encadrement, désignation de « lampistes ». Il n'est pas rare de voir les victimes accusées, à titre posthume, d'être responsables de leur propre mort. Lancée au moment de Chézy (vous vous souvenez, une section entière fauchée par un train, sous un tunnel), reprise à Verdun au moment de la mort de Serge Camier, puis dans d'autres régiments, l'idée de constitution de commissions d'enquêtes civiles fait son chemin. Ces commissions sont en effet la seule garantie dont disposent les appelés pour que les enquêtes sur les « accidents » soient menées de manière sérieuse, pour que les témoignages ne soient pas (quand on a le souci de les recueillir) donnés dans un cadre où peuvent se multiplier les pressions et les mesures d'intimidation contre les appelés qui veulent établir la réalité des faits.

#### Une commission d'enquête civile

« Aujourd'hui, expliquent les soldats du 6<sup>e</sup> BCA, la vérité concerne tous les soldats, tous les parents (...) Pour nous la participation des hommes du rang et en particulier des témoins est fondamentale dans la recherche de la vérité. Or, dans l'état actuel de nos droits nous n'avons pas la possibilité de faire entendre nos voix. C'est pourquoi nous nous adressons à vous aujourd'hui ». En effet, dans deux communiqués très détaillés faisant le point sur les questions qui se posent après les deux accidents, les soldats du 6<sup>e</sup> BCA sollicitent un soutien qui va bien au-delà des familles et des proches des victimes. « Nous considérons que la sécurité du contingent n'intéresse pas que les soldats et leurs parents, mais tous les travailleurs au même titre que la sécurité du travail. Nous pensons qu'il est du devoir de toutes les organisations politiques et syndicales (dont de nombreuses sont présentes au sein du comité) d'unifier leur effort pour constituer le seul instrument de la vérité : la commission d'enquête civile ».

#### Sécurité et liberté, même combat

Il ne s'agit nullement pour les soldats de s'en remettre passivement à des soutiens extérieurs. Ils prennent leurs responsabilités : « En prenant activement en charge ce travail de recherche de vérité et de lutte pour notre sécurité, nous prenons des

risques importants. Nous savons que si nous, soldats, nous nous taisons, rien ne changera. Aujourd'hui, le combat pour la sécurité et celui pour la liberté d'expression dans les casernes est le même ».

Au lendemain même des accidents, les soldats du 6<sup>e</sup> BCA avaient fait tout ce qui était en leurs moyens pour attirer l'attention sur les conditions précises dans lesquelles on avait envoyé leurs camarades à la mort : communiqués de presse, lettres aux parents, ils avaient fait un premier bilan, déjà accablant. Aujourd'hui leurs rapports sont plus détaillés, reposent sur un premier mais rigoureux recoupement des témoignages et des informations. Sans pouvoir ici détailler l'ensemble des faits rapportés par les camarades, voyons les points les plus maquants.

L'avalanche du Taillefer était prévisible. Les « conditions de possibilité de grosses avalanches de printemps » découlaient des prévisions météo. L'encadrement spécialisé des troupes de montagne avait le devoir d'interdire toute sortie. Or, non seulement une sortie a eu lieu, mais elle s'est déroulée sur un parcours dangereux, avec une section composée pour partie de skieurs débutants. Pire encore : les mesures élémentaires de sécurité n'ont pas été respectées sur le terrain. Les troupes de montagne disposent d'un matériel électronique de recherche en avalanche (Arva). Il s'agit d'un émetteur récepteur miniature émettant un bip-bip qui permet de localiser rapidement un skieur enseveli. Le Arva était éteint pendant la randonnée. Les cordelettes d'avalanche sont restées attachées à la ceinture des skieurs, les espaces de sécurité entre eux n'ont pas été respectés. Par la faute de officiers responsables qui ont exigé que soient éteints les postes de radio. Les secours ne sont arrivés sur les lieux que 4 heures après l'accident. Alors ? Qui est responsable ?

#### La troupe traitée comme du matériel

L'accident de camion n'est pas dû au hasard, lui non plus. Les soldats étaient épuisés. « Le chef de bord, seul responsable du véhicule devant les autorités militaires, officier de surcroît, s'est endormi avant le chauffeur ». Le chauffeur n'avait dormi que deux ou trois heures la veille. Son permis poids lourds était récent, acquis, comme c'est toujours le cas « dans une cour de caserne ». « Comment se fait-il, demandent les soldats, que les chauffeurs n'aient à aucun moment la possibilité de faire état de leurs « roulages » antérieurs sans craindre de se voir réprimer. Dans le civil, obligation est faite au chauffeur d'inscrire son repos et son roulage ? ».

Ces dossiers sont maintenant publics. Il appartient aux organisations ouvrières de les reprendre en charge. Il a fallu longtemps pour que la responsabilité des chefs d'entreprises soit reconnue dans les accidents du travail. Les accidents à l'armée ne tiennent pas plus qu'eux à la fatalité, l'encadrement en est le plus souvent le responsable direct, qui traite la troupe comme du simple matériel. Les soldats ne l'acceptent plus. Leur seule garantie se trouve dans le soutien actif du mouvement ouvrier.

JF. V

## FEUILLETON : LA JOURNÉE D'UNE OS DE LA METALLURGIE LORRAINE

### 6 h du matin

Moment le plus difficile de la journée... Non, non, non j'ai encore sommeil, j'ai encore envie de rester dans la tiédeur du lit... mais des coups de jambe me remuent : « lève-toi, il faut que tu ailles travailler, voyons ! ». Mais je n'ai pas envie de m'arracher à ce bien-être, à cette chaleur, je suis si bien... 10 mn passent... me lèverai-je ? Mais, si je ne le fais pas : le regard courroucé du chef qui, patiemment, accumule mes retards pour qu'un jour je reçoive un petit papier m'infligeant une sanction... et peut-être dans quelque jour une autre lettre m'avertissant de mon licenciement... Je sors du lit. Rapide débarbouillage,

tasse de café avalée au dernier moment, ma veste, ma clef, ça y est... pendant qu'un bienheureux ronfle encore.

Quel froid aujourd'hui ! Dans le bus, beaucoup de femmes, des très jeunes et des plus âgées, ouvrières, qui vont comme moi travailler :

« T'as vu le film à la télé ? Oh ! c'était beau ! »

« Ça va ? — Oh, faut bien faire aller ! Vivement vendredi soir ? (on est lundi) »

« Mon gosse était malade cette nuit. Je l'ai quand même emmené à la nourrice et lui ai dit d'appeler un médecin... Je n'ai pas pu rester, une journée en moins, ça se voit sur la paye ! »

Enfin, nous descendons : derniers instants de liberté. Devant les

grilles, celles qui ont de la chance, attendent le dernier moment dans une voiture en compagnie de leur mari ou ami qui repartira ensuite à son travail.

Du haut d'une fenêtre, le chef de production nous épie, à l'affût avant l'heure. « Déjà là, le vieux con ? » et nous nous moquons de lui, un salaud monté en grade, grand amateur de chair fraîche. D'après ce que l'on dit, près de la moitié des ouvrières y sont passées.

Dans le couloir, des ouvrières bavardent encore un instant avant de regagner leur poste. Dans l'atelier, on discute encore du week-end, les plus jeunes de leur bal samedi soir, de la rencontre qu'elles y ont faite, d'autres, de leur dimanche en famille, des recettes de cuisine, de

gâteaux, etc. qu'elles s'échangent. Et puis, « ça sonne » : le chef d'atelier est déjà là... « A votre poste, s'il vous plaît ! ça a sonné » dit-il d'un ton déjà rogue pour un lundi matin, 7 heures. Certaines travaillent déjà venues avant l'heure, les « fayots », les « lèche-cul » comme on les appelle... (Celles qui ont la prime maximum, qui bénéficient d'augmentations personnelles, et fières comme des paons de leur pauvre poste d'OS).

Nous autres, nous faisons la sourde oreille, échangeons encore quelques mots, enfin nous nous dirigeons vers notre poste, prenons tout notre temps pour nous préparer.

(à suivre)  
F. Bonnie.

## 1/ UNE JOURNÉE COMME LES AUTRES

## des fleurs et des pavés

### théâtre

#### MONSIEUR MOCKINPOTT

Par la compagnie du Lierre

Une pièce de Peter Weiss, écrite en 1963 dans le cadre d'un cycle de recherche sur le burlesque.

M. Mockinpott est un membre de cette majorité silencieuse, réduite au silence, et qui lorsqu'elle élève la voix la reçoit aussitôt sur la tête ; parce qu'elle ne sait pas où prendre appui et qui exactement viser.

Mockinpott est interpellé, puis écroulé. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il était là, ne faisant rien, et pour cela suspect, et sans alibi. Et s'il s'était trouvé ailleurs ? Ça aurait été pareil : ce qui existe théâtralement au niveau de l'absurde, renvoie à une réalité qui a sa gravité : chaque citoyen n'a-t-il pas de plus en plus son filic en ombre, prêt à le saisir au collet pour un rien ?

Mockinpott évidemment est ignorant de ses droits. Il ne saurait être inculpé, pourtant il mettra toute sa confiance dans la poche d'un avocat qui lui soutire jusqu'au dernier sou de ses petites économies. Sorti de là Mockinpott est devenu un sous-homme : marqué par la police, il sera d'autant plus suspect ; ayant manqué son travail, il sera mis à la porte ; ayant quitté le domicile conjugal, sa femme l'éjectera. Mockinpott s'écroule, il n'en peut plus, il est fini.

D'être collectivement typique, il devient l'atypique, celui qui n'est pas comme tout le monde, puisqu'il ramasse à lui seul et à l'extrême toute l'oppression sociale moyenne de la majorité silencieuse. C'est donc un objet de curiosité pour la science, qu'il devient. Des médecins l'examinent. Pardi ! Il n'avait pas le cœur au bon endroit. On lui remettra sûrement en place.

Il reprendra son petit bonhomme de chemin. Et avec l'aide du persifleur Père Siffard, il découvrira que ce qui lui est arrivé, n'est pas normal, que ses détracteurs sont suspects, il ose le penser. Il ira donc de ce pas revendiquer son droit devant ses messieurs du gouvernement, ceux-ci lui apprendront que sa conduite est subversive. Où exprimer désormais ses doléances ? Reste l'autorité suprême, au-dessus des hommes : Dieu, Dieu-le-Père. Il recevra Mockinpott en personne. Il est même ravi : il aime ces êtres innocents, soumis, dociles, adaptés à la gestion de son énorme trust qu'est la Terre.

Dieu propose donc à Mockinpott d'être ce qu'il a été jusqu'ici : innocent et donc porteur de toutes les culpabilités. Mais Mockinpott ne l'entend plus de cette façon. Déçu, il s'assoit, prêt à ne plus bouger. Cependant, son dernier geste sera de remettre à l'endroit ses chaussures qu'il avait durant toute la pièce porté à l'envers. Peut-être Mockinpott sera-t-il dorénavant un homme debout.

La pièce est certes limitée par sa nature burlesque qui traite les choses en gros. Mais la mise en scène de la « compagnie du Lierre » en poussant cet aspect jusqu'à l'exubérance, donne quasiment l'impression d'avoir saisi la pièce davantage de l'extérieur, que de ses contradictions, ses absurdités internes. Ce qui lui fait perdre de son comique.

Maison de l'Allemagne de la Cité Universitaire, tous les jours sauf dimanche et jeudi, à 20 H 30

P. R.

### cinéma

#### APOCALYPSE 2024

de L.G. Jones

Adaptation fidèle de la nouvelle d'Harlan Ellison, *A boy and his dog*, ce film conte les aventures d'un jeune solitaire dans les Etats Unis post-atomisés. Ses principales occupations sont la recherche de vieilles boîtes de conserves et de filles, aidé dans cette seconde tâche par le flair infallible de son compagnon, bavard et poilu. Débutant comme un western par une escarmouche dans la pierraille, le film retransmet bien l'humour grinçant et anarchisant d'Ellison dans la satire d'un « Comité » qui essaye de sauvegarder un reste de civilisation mais n'est en fait que l'incarnation caricaturale des pires valeurs d'une société disparue. Une fois de plus se vérifie le fait que la science-fiction n'est nullement une fuite, mais plutôt un angle d'attaque original des problèmes de notre époque.

M.Y.

### Les trois jours du Livre Marxiste

## LA DIVISION DU THEORIQUE ET DU POLITIQUE

Vendredi 23 avril, à 14 heures, dans l'ancienne gare de la Bastille s'ouvriraient les trois « journées du livre marxiste », organisées par le Parti Communiste. Là sont réunies l'ensemble des publications sorties par les militants ou les « compagnons de route » officiels du PCF. L'apparente « ouverture » dans le choix des livres fait long feu dès qu'on se promène dans les larges allées bordées de stands pleins de livres.

S'il y a des livres de chez Maspéro, ce sont exclusivement ceux des théoriciens proches du PC : Raymond, Pêcheux, Lecourt, Godelier... rien de plus ! Un Mao-Tsé-Toung ou un Trotsky n'ont rien à voir, c'est bien connu, avec la pensée marxiste...

De même, aucune place n'a été « accordée » aux nouvelles expressions autonomes de couches opprimées : aucun livre des « Editions des femmes », mais par contre, sur cette question, on trouvera le livre hyper-dogmatique et moralisant de Madeleine Vincent (« Femmes, quelle libération ? ») ou celui du nataliste Muldworf (« sexualité et féminité »).

#### Une organisation instructive

De cette exposition, que retenir ? D'abord, l'organisation, très instructive : les livres sont regroupés par « discipline » : aucune remise en cause des divisions universitaires issues de la division bourgeoise du travail : ici, l'économie, plus loin l'histoire, ailleurs la philosophie...

Ensuite, une telle manifestation illustre comment la « nouvelle image démocratique » du PCF se traduit au niveau des intellectuels et les problèmes qu'elle lui pose : la période où toute velléité de « déviation » était sanctionnée avant même d'avoir été formulée, cette période est loin.

Aujourd'hui, le PCF a enfin compris qu'il avait tout intérêt à laisser travailler « en paix » les intellectuels, et qu'à moyen terme ce « démocratisation » était plus payant qu'une attitude policière. Ainsi, une curieuse juxtaposition : à côté des livres les plus traditionnels, et qui ne brillent pas par la finesse de leurs analyses, on trouve les livres, édités la plupart du temps chez de « grands éditeurs » et chargés de présenter le « nouveau visage » du Parti (Andrieu,

Marchais, etc.), mais aussi des travaux « New-look » : ainsi la revue *Dialectiques*, les livres de Régine Robin ou ceux de Christine Buci-Glucksmann, quelques fois complètement contradictoires avec la ligne politique du PCF : mais c'est de la « théorie », bien délimitée, bien réservée aux spécialistes... Séparant plus que jamais « politique » et « théorie », le PCF peut ainsi laisser une marge de manœuvre certains à « ses intellectuels », du moment qu'ils se cantonnent dans leur petit domaine.

#### Le monopole du PCF

Qu'il y ait évolution par rapport aux heures noires du stalinisme, c'est évident. Qu'il y ait réel changement, c'est autre chose : le monopole que le PCF s'arroge sur « la pensée marxiste » peut faire sourire, comme fait sourire, par exemple, la phrase publicitaire de la revue *Economie et politique* : « La seule revue d'économie marxiste »... Comme disait l'autre, le meilleur moyen de ne pas se laisser influencer par ses adversaires, c'est de ne pas les laisser parler ! On est loin de ce que devrait être une telle manifestation : un débat, pratique et théorique, de toutes les tendances du mouvement ouvrier se réclamant du marxisme.

Bref, si le PCF est le parti de la main tendue, dans cette vaste entreprise d'auto-apologie que constitue « la semaine de la pensée et du livre marxistes »... c'est à sa seconde main qu'il tend la première !

#### Althusser et la dictature du prolétariat

Significative des problèmes qui se posent au PCF a été l'intervention d'Althusser contre l'abandon de « la notion de dictature du prolétariat ». Déjà, le mardi 20, à une conférence du CERM, Balibar, autre intellectuel du PCF, avait tenu durant 4 heures un véritable discours « oppositionnel » sur l'abandon. Fait significatif : lorsqu'un militant défendit la ligne du parti sur la question, il eut contre lui l'ensemble de la salle, composée de militants du PCF...

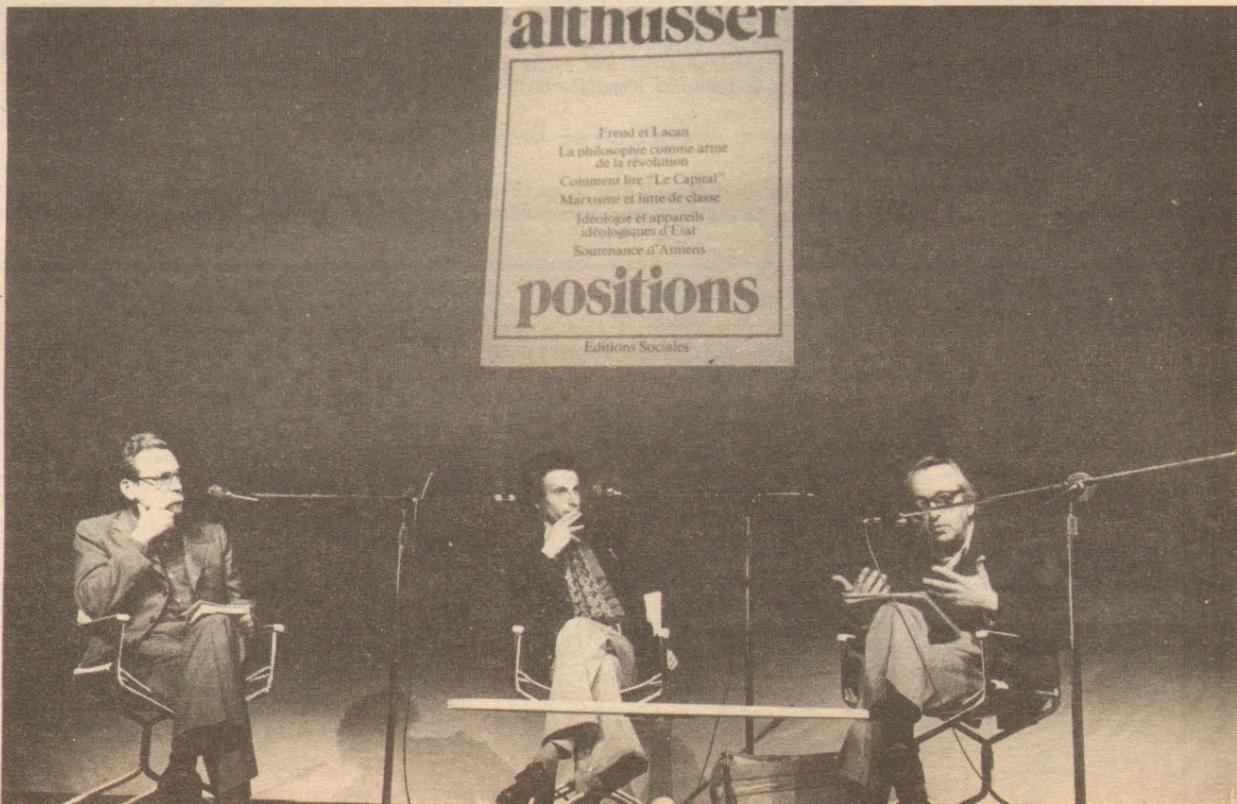
Durant vingt minutes, Althusser lut un réquisitoire implacable contre cet abandon, déclarant qu'il ne l'aurait pas voté s'il avait été délégué au XXII<sup>e</sup> Congrès, réfutant l'argumentation de Marchais, avec nombre de textes de Marx et de Lénine à l'appui, et affirmant qu'on

devait s'attendre à un « déferlement droitier » après le 22<sup>e</sup> congrès du PCF, comme il en avait soufflé un « après le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS » (rapport Kroutchev) et que « jetant le bébé avec l'eau sale du bain », le PC avait succombé aux « tentations de l'aventurisme démocratique »... Applaudi par la moitié de la salle (l'autre restant silencieuse), Althusser laissant à Lucien Sève le soin de conclure la réunion, lequel affirma que ce n'était pas par un retour aux textes de Marx, « aussi enrichissant soit-il », qu'on pouvait comprendre l'attitude du PCF... En effet !

#### Le désarroi des intellectuels

Reste que cette prise de position reflète assez bien le désarroi de nombres d'intellectuels du PCF. La division « théorique/politique » soigneusement entretenue ne suffit plus : il est difficile de mener un travail rigoureux sur les textes de Marx, et de cautionner une ligne d'abandon officiel de la théorie marxiste. Mais cette question, si elle est significative, n'est pas isolée : comment concilier ce qu'a déclaré Althusser à propos des « appareils idéologiques d'état », disant (devant un Sève ébahi) qu'il fallait « les détruire comme l'ensemble de l'appareil répressif d'état »... alors que la ligne du PCF est justement de les conserver et de les aménager ? Comment concilier ses dénonciations virulentes de la famille et de l'école (devant un Sève de plus en plus ébahi !) alors que le PCF est l'apôtre le plus virulent de l'institution familiale ? L'accélération du processus de social-démocratisation du PCF rend de plus en plus délicates l'orthodoxie formelle et la fidélité théorique à Marx, dont l'opportunisme du PCF n'a que faire... Gardons-nous cependant de voir là « une révolution » : il faut se souvenir que, jusqu'à sa mort, Guy Mollet se référait toujours à Marx, le dimanche, pour les meetings, quant toute sa pratique quotidienne était de collaboration de classe, et de chien de garde de la bourgeoisie... S'il sera plus difficile maintenant aux intellectuels du PCF d'être « crédibles » dans leurs velléités marxisantes, (du moins pour ceux qui l'étaient encore), nous savons dans quel sens le PCF tranchera si la contradiction s'aiguise : la glissement à droite est inexorable, et il apparaît aujourd'hui clairement que Lire le Capital ou prendre Position, ne sauraient suffire à le freiner.

Michel Field



Lucien Sève (à gauche) et Louis Althusser (à droite) lors de « l'éclat » du second aux Trois jours du Livre Marxiste

## prise de parole



## DU FOND DE NOS CAMPAGNES...

Depuis le début de la rubrique, nous constatons un parisianisme qui ne s'est démenti qu'à de rares occasions ; apparemment tout événement culturel important méritant critique et analyse approfondie est parisien. La création originale en province se passe pour l'instant de commentaires, elle n'a droit qu'aux entrefilets (voir Dans l'objectif). Seuls les spectacles ayant une audience nationale (et programmée en province) ont les honneurs de la rubrique culturelle : les festivals de Nancy et Royan, ou les Ballets de la Cité, ou encore Colette Magny.

Nous avons bien sûr à tenir compte de la centralisation aiguë des spectacles, entretenue par le pouvoir et accentuée par les critiques de radios, télé et journaux (enfin la grande presse, quoi !). Nous comprenons bien que la rubrique culturelle ait son mot à dire sur les spectacles qui bénéficient d'une large publicité, et qui touchent donc une large couche de la population.

Mais il nous semble que :

- 1°) nous n'avons pas à reproduire la coupure entre Paris « centre culturel » et province.
- 2°) nous avons aussi à faire connaître les circuits différents, en marge, et qui sont systématiquement tus, ignorés, étouffés par le système de distribution en place. Le critère déterminant ne doit en tout cas pas être le nombre de spectateurs potentiels pour le choix des articles à passer. Dans l'article de Rouge

De fait, après six semaines de parution du quotidien, la rubrique culturelle éprouve quelques difficultés à se détacher de l'actualité fournie par le Barnum Circus parisien et ses paillettes, parfois poudre aux yeux. A cela, au moins deux raisons : d'abord, comme le disent nos lecteurs, la centralisation très poussée des spectacles, mais aussi le manque de pratique de la majorité des rédacteurs de la rubrique, leur manque d'habitude du « milieu », qui les conduit à se laisser influencer dans le domaine culturel plus qu'ailleurs - par les mass-médias, la publicité faite autour de tel spectacle, telle activité, etc. et à manquer de recul pour discerner ce qui, en province est significatif.

Nous pensons cependant que de telles difficultés peuvent être rapidement résolues à court terme. Mais nous ne les surmonterons pas

N° 1, Ni terrorisme, ni anathème, il était dit : « Nous dénonçons sans relâche tous les produits frelatés de la bourgeoisie, et favoriserons ceux qui, avec des moyens souvent précaires, se battent à nos côtés contre un système de production qui les opprime et les musèle; sans leur décerner nécessairement pour autant un brevet de « bonne conduite culturelle révolutionnaire ».

Nous pensons nécessaire et urgent de mettre cela en pratique. Il nous faut promouvoir, expliquer les recherches des jeunes troupes pour une nouvelle relation entre spectacle et spectateurs, pour un nouveau langage théâtral, il nous faut parler des festivals régionaux différents, et de tous ceux qui refusent la fonction crétinisante des loisirs organisés par la bourgeoisie, il nous faut parler des circuits parallèles !

Pour rompre avec l'impérialisme parisien, il faut envisager un équilibrage de la rubrique culturelle, en tenant compte du fait que 80 % de la population n'habite ni Paris, ni la région parisienne. De même que le quotidien retransmet toutes les luttes ouvrières qui se développent partout, de la même façon doivent être popularisées tous les combats qui se mènent sur le front culturel, où que ce soit.

Des provinciaux de Grenoble qui voudraient bien collaborer avec la rubrique culturelle de Rouge

seuls. Il nous faut, pour cela, être épaulés par un réseau serré de correspondants. Il commence à se mettre en place, mais est encore largement insuffisant. Et ce réseau lui-même ne suffira pas, si les correspondants ou collaborateurs occasionnels ne parviennent pas, à leur tour, à se détacher d'une vision par trop régionale des phénomènes culturels. Certains articles reçus de province sont composés de telle façon qu'ils ne peuvent être une arme que pour les lecteurs d'une région, voire d'une seule ville. Ce n'est pas inutile, certes. Mais dans un quotidien à la pagination restreinte, où déjà l'on étouffe, il nous faut privilégier les articles, les réflexions susceptibles d'être utiles à l'ensemble des lecteurs. Voilà le critère déterminant et non le nombre de spectateurs potentiels. Et, à cette condition, toutes les contributions sont les bienvenues!

## ce soir, sur



### IL N'Y A PAS DE FUMÉE SANS FEU...

A Orléans en 69, à Amiens en 70, à Chalon-sur-saone en 74, on voit apparaître les mêmes « bruits » : des jeunes femmes entrent dans un magasin, généralement de vêtements, passent dans le salon d'essayage et, pfiut ! plus rien, elles disparaissent. On ne sait où, mais il paraît qu'à Tanger et Bangkok...

Ce qui est intéressant dans ces « rumeurs », qui se fondent uniquement sur le fait, réel, que chaque année, des milliers de personnes disparaissent sans laisser de traces. C'est qu'elles contiennent, en raccourci et en leur donnant une cohérence, les fantasmes inconscients qui sont à la base des comportements ici individuels mais ici collectifs : tabous sexuels, racisme, ... la rumeur est aussi, véhiculée de bouche à oreille contre la peur de l'autre, de l'étranger. Il n'est pas indifférent que le fil rouge de la rumeur se déroule dans des villes de province moyennes comme Orléans, Amiens... on n'imagine pas la rumeur à Paris! Parce que la rumeur se propage dans une société « fermée », son terrain d'élection est la petite bourgeoisie qui exorcise sa peur du différent, de l'avenir qui reflète sa propre insécurité sociale (difficultés fiscales pour le petit commerçant...).

La rumeur est sur le plan de l'inconscient ce que le poujadisme était sur le plan politique.

Elle est l'expression d'un racisme quotidien qui n'est pas sans rappeler l'affaire de Troyes. C'est le produit social de l'idéologie dominante (presse à scandales, anti-sémitisme, etc...). Le fait que « ça se passe » dans le salon d'essayage, donc là où on se déshabille, éclaire la signification sexuelle de la rumeur : le sexe, la sexualité, c'est le danger qui mène tout droit dans les bordels de Hong-Kong ! Autrement dit, chassez le refoulé, il revient au galop.

Le film, très intéressant, donnera lieu à un débat où Edgard Morin (La rumeur, au Seuil.) viendra peut-être « décortiquer » l'idéologie de la rumeur.

## télévision

TF 1

18.15 **A la bonne heure.**  
Suite de l'émission sur le logement des personnes âgées.

20.00 **Journal.**

20.30 **Tziganes sans frontières.**  
L'émission de Claude Vernick est consacrée aux Roms (qui viennent d'Europe Centrale, Russie, Hongrie...). Une approche fraternelle de ceux que la société « civilisée » parquent à la sortie des villes, à côté des décharges publiques.

21.50 **Ces années-là : 1959.**

Inutile de vous présenter Michel Droit qui va aujourd'hui encore déverser sa bile sur la révolution cubaine victorieuse début 59 et les « épurations » qui l'ont suivie. Evidemment il nous cachera soigneusement que les « épurés » en question faisaient partie (mercenaires, hommes de main, proxénètes...) d'un régime corrompu jusqu'à la moëlle comme celui de Battista !

22.40 **De vive voix : goûtons voir si le vin est bon**  
Une émission de Jean Ferniot, avec Pierre Bosc auteur du « Vin de la colère » et Bernard Ginestet de « La bouillie bordelaise ». On peut craindre qu'il ne s'agira pas ici de dénoncer l'organisation capitaliste du marché du vin mais de se lamenter un brin : « Ah ! le beaujolais c'est plus ce que c'était... ».

A 2

20.30 **Les dossiers de l'écran : la rumeur.**  
Le débat, avec des commerçants impliqués dans la « rumeur » d'Orléans en 69, d'Amiens en 70, de Chalon-sur-Saône en 74, est ouvert par un film-vécu de Michel Pamart. (voir ce soir sur l'A2)

FR 3

19.40 **Tribune libre : Les Amis de la terre parlent de**  
Concorde : Mach 2)  
Vers l'absurde !

## Dans l'objectif

### PROVINCE

#### AIX-EN-PROVENCE

Le journal « La criée » organise ce soir à Aix une réunion-gala de soutien, à 18 heures à l'amphi d'honneur de la fac de lettres. De 18 heures à minuit, spectacle ininterrompu. Film : la fête à Jules, dessins animés ; un groupe de jazz rock et le « mini-théâtre » : ah Dieu que la guerre est jolie !

#### AMIENS

Le théâtre national populaire est à Amiens pour quelques jours encore. Ce soir, demain et après-demain il présentera **Les folies bourgeoises**, mise en scène par Roger Planchon. Un spectacle à ne pas manquer. 20 h 30 ; Maison de la culture.

#### CAEN

Enormément de choses en cette journée du 27 avril. La semaine du cinéma bulgare se termine avec la projection d'un film d'Ivanka Grabtcheva : **Chez personne**. 19 h 30, cinéma Lux.  
La Comédie de Caen de son côté sera au théâtre municipal jusqu'à vendredi pour y présenter **Les estivants**, de Gorki. « Je voulais peindre cette partie de l'intelligentsia russe qui est issue du peuple, mais qui, du fait de sa promotion sociale a perdu tout contact avec les masses populaires » (Gorki-1904).  
Si vous avez vraiment du temps ce soir, le plus sîoux c'est d'aller d'abord (19 h 30) voir le dernier film de la semaine du cinéma bulgare, de filer ensuite à 21 h 00 au cabaret « Le virgule » pour y écouter chanter Joël Mer-

cier et Mara (chanteuse espagnole exilée en France depuis une vingtaine d'années) — 61, rue, A. Marie, 21 h 00, entrée 10 F — et de réserver l'un des deux jours prochains pour assister à la représentation de la comédie de Caen. Ça c'est du loisir organisé !

#### GUERET

La maison des jeunes et de la culture organise une semaine de projection de films de Jean-Pierre Mocky. 5 jours, 5 films. Cette initiative, élaborée par le comité d'animation du Ciné-club espère par son succès, faire la preuve qu'il est possible de « tenir » une semaine entière. Ce soir, un film de 1970 : **Solo**.

#### LYON

au « Cinématographe », c'est à partir de ce mardi que débute une quinzaine sur l'homosexualité intitulée « l'autre amour ». Trois films la ponctueront : **Pink narcissus** (anonyme américain), à 19 h 45, **Un chose très naturelle** Christopher Larkin, 18h 00 et 21 h 40, avec un débat lors de cette seconde séance, et **Miss O'Gynie et les hommes fleurs** (date et heure non précisées).

#### MACON

L'association des jeunes pour la sauvegarde de la nature et Pacifisme et cinéma organisent au cinéma « Marivaux », à 20h 30, la projection de **Tu ne tueras point** ou **L'objectif**.

#### TOULOUSE

**Bye, bye le baigne** : c'est le dernier spectacle que la troupe ZERO de conduite présentera (théâtre de l'Acte) à la fabrique Arnaud-Bernard - 10, rue ST-Charles —

### BANLIEUE

#### AUBERVILLIERS

Deux films ce soir au studio « Théâtre de la commune » : 20 h 00, **Frankenstein Junior** (Mel Brooks), et 22 h 00 **Du sang pour Dracula** (Paul Morrissey). Quant aux enfants, ils peuvent assister à deux représentations de **l'île de la vieille musique**, opéra pour enfants, présenté par l'Atelier lyrique du Rhin, mise en scène : Pierre Barrat sur une musique de Yves Prin. 9 h 30 et 14 h 30.

#### ST-QUENTIN LES YVELINES

Le « théâtre action » qui réside ordinairement à Grenoble, est en tournée. Il présente ce soir au foyer Sonacotra **L'arabe des neiges**.

#### NANTERRE

Animation du mouvement étudiant organisé par la commission d'animation de Nanterre et un groupe de militants de différentes facultés : musique dans le grand amphithéâtre avec : « Paya speed », Cyrille Verdeaux de « Clearlight », « Oedipe », Bernard Lavilliers, « Lard free » qui partageront les 5 F de participation minimum que vousdonnerez.

### FOYER SONACOTRA

La MJC de la Vallée de Chevreuse (Bures-Gif-Orsay) organise avec le comité antiraciste et l'ASTI une quinzaine sur l'immigration. Ce soir projection d'un film. Mais nous possédons deux annonces différentes : **Mon village, un village parmi tant d'autres**, de Tadjeb Loutrichi ou **Mohammed Diab : pourquoi et comment on tue un travailleur immigré**, réalisation APIC. De toute façon, il faut y aller.

### PARIS

#### CINEMA

Itinéraire 1, dont nous avons déjà donné le programme complet passe ce soir à 21 h 00 au Collectif jeune cinéma MJC, St André des Arts — 9, Pl. St. Michel.

#### CABARET

Soirée cabaret au théâtre des Deux Portes avec deux chanteuses et un pianiste. 46, rue Louis Lumière — 75020.

#### MUSIQUE

Notez que le théâtre Le Palace (3, cité Bergère — 75009) accueille exceptionnellement à 20 h 30, un spectacle de musique « Rock » le Punk-funk, par deux groupes anglais : Count Bishop et le Tyla Gang.  
Quant au Théâtre de la Ville, il place sa huitième internationale de guitare sous le signe de la guitare « populaire » avec Manolo Sanlucar, Eduardo Falu et Baden Powell. Remarquez les deux concerts que donnera l'argentin Cacho Tirao les 27 et 29 avril.

## GLORIA MUNDI A PARIS

On s'en souvient. Le dernier film de Niko Papatakis, après avoir été dynamité dans plusieurs salles avait été, au cours de la semaine passée retiré de l'affiche. Lâché des chaînes de distribution !

Seul le cinéma lyonnais « Le Canut », avait donc jusqu'à maintenant projeté le film... dans des conditions invraisemblables : quartier cerné par les flics, mitraillettes au poing.

Un cinéma à Paris a

décidé à son tour de passer outre aux intimidations, et accepté d'organiser à nouveau la projection de **Gloria Mundi** : l'Olympic Entrepôt.

S'y précipiter est un acte militant, un geste pour la liberté d'expression autant que l'occasion de voir un film que nous fûmes presque seuls à soutenir dans la presse... Un débat en perspective sans doute !

Olympic Entrepôt — 7-9, rue Francis de Presseuse. M<sup>o</sup> Permetty — tel : SUF.67.42



Ouverture à Amiens du procès de Pierre Goldman

## « LE DEFI AVAIT POUR MOI DES LIMITES, VOLER OUI, TUER NON ! »

Suite de la première page.

Neuf jurés et trois magistrats professionnels jugeront Pierre Goldman. La journée a commencé par le tirage au sort du jury qui comporte trois agriculteurs, un commerçant, une secrétaire (la seule femme), un représentant, un mécanicien, un agent d'assurances et un directeur d'école. La moyenne d'âge est plus proche de la cinquantaine que de la quarantaine. Pierre Goldman a pénétré dans le box des accusés menottes aux poignets. Il n'a apparemment pas changé : il porte le même complet bleu que la dernière fois ; peut-être semble-t-il un peu plus détendu et s'exprime-t-il un peu plus longuement lorsqu'on lui demande de décliner son identité ou, l'après-midi, lorsqu'il lui faut répondre aux questions du Président concernant son curriculum vitae.

La matinée a été exclusivement consacrée à deux points d'ordre juridique : l'adjonction au procès du livre de Goldman, ce que la Cour a refusé ; la recevabilité de la constitution de partie civile du gardien Quinet (blessé lors de l'agression du boulevard Richard Lenoir), et qui ne sera statué qu'à la fin des débats.

L'après-midi, avec l'interrogatoire du curriculum vitae, Goldman va raconter sa vie, passant brièvement sur son enfance marquée par la séparation de ses parents, le départ de sa mère en Pologne. Le Président n'insiste pas. Par contre, il fouille plus profondément les difficultés de la vie scolaire de Goldman qui a fréquenté de nombreux lycées, renvoyé de l'un à l'autre. « A cette époque, vous êtes décrit comme difficile et déboussant » lance-t-il d'un air désapprobateur « Au lycée d'Amiens vous étiez jugé indiscipliné

et grande gueule. » Et Pierre Goldman de répondre : « J'ai très tôt contesté la discipline et j'ai même participé, à quatorze ans, à une révolte d'élèves, dix ans avant Mai 68. » Bref, ce Pierre Goldman est à l'évidence un mauvais sujet qui, lorsqu'il explique ses renvois par le fait qu'à cette époque on punissait pour un oui ou pour un non, s'entend répondre : « Ah oui, ce n'est plus comme ça maintenant ! »

Goldman décrit sa vie d'étudiant, son départ pour l'Amérique latine, son retour en France, avec des faux-papiers qui intéressent vivement le Président, puis le début de sa période de « braqueur ». Le Président : « Quand vous êtes revenu en France en 1969, vous aviez sur vous 3 000 dollars que vous avez rapidement dépensés, comment les avez-vous utilisés ? » Goldman : « Avec des prostituées, dans les boîtes de nuit. » Le Président est content. Voilà des choses qui impressionnent un jury formé de gens qui n'ont vraisemblablement jamais vu une telle somme entre leurs mains.

C'est en 69 que Pierre Goldman va commettre trois agressions : contre une pharmacie, contre un magasin de vêtements, contre un agent payeur des allocations familiales.

Goldman : « Je reconnais ces agressions. » Sur ce point donc, le procès est fait, mais le Président veut cependant en savoir plus long et demande à l'accusé quels étaient ses mobiles.

Goldman : Je savais que je risquais très gros. Mais j'étais parfaitement conscient. J'avais décidé de rater ma vie.

Le Président : Mais puisque vous étiez

lucide, ce comportement marginal de hors-la-loi, n'était-il pas suicidaire ? Goldman : Si sans doute.

Le Président : C'était par goût du risque ou était-ce un acte à signification philosophique ou politique ? Goldman : C'était avant tout pour me procurer frauduleusement de l'argent. Je ne désire pas en faire une explication en donnant à ce comportement une signification politique, même si l'on peut considérer qu'il s'agissait, en quelque sorte, d'une rébellion sociale contre une société et un ordre établi que l'action révolutionnaire ne m'avait pas permis de remettre en cause. Peut-être c'était un défi. Le défi avait pour moi des limites. Voler, oui. Tuer, non.

Il a été aussi question dès cette première journée du procès du fameux « X 2 », cet « indicateur » qui, par ses révélations à la police accusant Pierre Goldman d'être l'auteur du double meurtre du boulevard Richard Lenoir avait été à l'origine de son arrestation.

Comme lors du premier procès, Goldman a absolument refusé de donner son nom : « Si je donnais son nom, a-t-il expliqué, il nierait être l'indicateur en question et la police ne le trahirait pas. Car la police ne veut pas révéler son nom. Alors, c'est inutile que moi je le révèle. Il suffit seulement de savoir qu'il a menti ou qu'il s'est trompé. »

La journée devait se terminer avec différents témoignages de moralité apportés par les parents de Pierre Goldman, Pierre Guidoni, conseiller du PS de Paris, Régis Debray.

Aujourd'hui on commencera l'examen des faits proprement dits.

Georges Marion



Pierre Goldman, hier matin, arrive au Palais de Justice d'Amiens (AFP).

Alors que Roland Agret en est à son 43<sup>e</sup> jour de grève de la faim

### La commission de révision prend son temps

A l'heure où nous écrivons, la commission de révision chargée d'étudier la requête en révision du procès de Roland Agret n'a pas encore fait connaître les résultats de ses cogitations. La discussion peut se prolonger aujourd'hui et même demain. Il n'y a rien qui urge pour ces dignes magistrats ! Contrairement à ce qui avait été tout d'abord annoncé, Jean Lecanuet ne participe pas à la commission.

A partir de quels éléments la commission tranchera-t-elle ? L'arbitraire est total. Est-ce à partir des conclusions de l'enquête consécutive aux déclarations de Benjelloul en janvier 76 (qui innocentent Roland) ? A partir de la requête de révision présentée en juillet 75 par M<sup>r</sup> Etelin ? A partir des récentes déclarations d'Antoine Santelli (qui elles aussi innocentent Roland) ? A partir du très récent et très tardif mémoire de M<sup>r</sup> Bonenfant, premier avocat de Roland qui souligne certaines incohérences du dossier d'accusation ? On ne sait. Les avocats n'ont nulle connaissance des dossiers soumis à la commission de révision et ne peuvent donc les discuter de manière contradictoire. La vie d'un homme se joue dans le secret. On sent bien, dans le cas présent, que la commission aurait pu (aurait dû) se réunir bien plus tôt. Qui ne comprend qu'elle ne serait réunie que bien plus tard si Roland n'avait, en jouant sa vie, mis le couteau sous la gorge de ces peu pressés magistrats ? Qui ne voit que la décision de réunir une telle commission est plus un choix d'opportunité politique qu'une volonté tant soit peu crédible de rendre la justice ?

Côté pouvoir, justement, tout montre qu'il y a plusieurs fers au feu. La révision du procès de Roland est loin d'être jouée. Après avoir donné beaucoup de publicité aux déclarations de Santelli, on tend maintenant à expliquer dans la presse qu'elles ne seraient qu'un pétard mouillé. En même temps, Lecanuet, enfin, fait mine de se pencher sur le bilan médical de Roland. Il aura fallu 42 jours de grève de la faim et une semaine de grève de la soif ! On pèse le pour et le contre. On ne veut pas avoir l'air de céder.

Roland est un plus mal. Les seuls étirements qu'il accepte lui permettent de garder sa lucidité. Et c'est lucidement qu'il refuse tout autre soin, toute perfusion. Indépendamment des conclusions de la commission de révision, c'est entre les mains de Lecanuet et Giscard que se trouve la vie de Roland. De Lecanuet parce qu'il peut à tout moment suspendre sa peine, parce que c'est lui qui prendra en compte, ou pas, les conclusions de la commission. De Giscard parce qu'il peut à tout moment accorder la grâce que lui ont demandé les avocats de Roland. Avocats que, plus libéral et décrié que jamais, Giscard refuse, à ce jour, de recevoir.

Nos initiatives peuvent infléchir le cours des décisions qui se prennent actuellement dans le secret des ministères. La vie de Roland ne peut dépendre des rouages grinçants d'une justice à laquelle nous ne croyons pas.

J.F.V.

Réunion du comité de soutien à Roland Agret. 17 rue Hoche, Montreuil, ce soir à 20 h 30.

## dernières nouvelles

### ● Appel urgent pour sauver la vie de Mario Munoz !

La junte militaire argentine, qui vient d'arrêter Edgardo Enriquez poursuit de sa répression les nombreux réfugiés chiliens qui se trouvent dans le pays. C'est le cas de Mario Munoz, ouvrier mineur de 36 ans et dirigeant syndicaliste chilien. Réfugié en Argentine, il a travaillé inlassablement à l'organisation des milliers de réfugiés chiliens qui avaient traversé les Andes pour fuir la dictature de Pinochet.

Dès le lendemain du coup d'Etat argentin, la police se présentait chez lui, brutalisant sa femme et ses enfants, perquisitionnant son domicile. N'ayant pas trouvé Munoz elle lança une véritable chasse contre lui dans toute la province, en informant qu'elle avait ordre de le fusiller à vue. Munoz a jusqu'ici réussi à échapper à sa poursuite, mais le filet se resserre. L'ONU, contactée par sa famille, n'a pas garanti son asile. Sa vie et celle de sa famille sont en danger. Un comité s'est créé en France pour exiger la liberté et la vie sauve pour Mario Munoz.

Comité pour sauver Mario Munoz : W. Saffoers, boîte postale N° 64 - 75924 Paris Cédex 19

● RENNES. Demain, Forum des luttes à partir de 14 heures à la fac de sciences. Le soir, meeting avec la participation de nombreuses boîtes en grève ou en lutte de la région.

### ● QUAND LE VIOL N'EST QU'UN « BLESSURE »

Une soixantaine de femmes, notamment à l'appel de la librairie des femmes était venue soutenir, ce lundi, au tribunal correctionnel de Paris, une mineure de 15 ans violée il y a quelques mois. Son violeur, âgé de 30 ans est actuellement détenu. Il comparait pour coups et blessures.

Le tribunal s'est montré aussi dur et méprisant avec la jeune fille que les tribunaux ont coutume de l'être dans ces cas-là. Il a notamment laissé entendre qu'elle avait pu être consentante alors que la jeune fille, suivie 24 heures par son violeur s'en était plainte à ses parents. Aut lieu de conclure au viol prémédité, on a même ajouté qu'il était difficile de parler de viol si il n'y avait pas trois hommes pour s'acharner sur la victime (deux pour la tenir, un pour la violer). Comprenez bien : un homme seul ne peut violer une femme que si elle en a un peu envie.

Les avocates demandaient au tribunal qu'il se déclare incompétent et que le procès soit renvoyé en assises. Elles ont obtenu gain de cause.

Dans le couloir, les femmes venues en solidarité, faisaient circuler une pétition dans le même sens.

● POUR PRÉPARER LE 1<sup>er</sup> MAI 1976. LE GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE, section antillaise de la Quatrième Internationale, organise à Paris, au 10 rue Lancry, le mercredi 28 avril, à 20 h, une réunion débat. Sur les thèmes : Trotter, leçon d'une première victoire et comment poursuivre la campagne pour sa libération. Les luttes aux Antilles le 1<sup>er</sup> Mai : le sens de notre apparition.

### ● VIETNAM, DIMANCHE 25 AVRIL.

Pour la première fois, depuis 30 ans, la population de l'ensemble du Vietnam a pris part aux élections législatives, consacrant ainsi la réunification du Nord et du Sud. La radio de Saigon annonçait lundi que la participation aux élections avait atteint cent pour cent avant la clôture du scrutin.

Le Nhan Dan, organe du parti au Nord, souligne que ce vote « a exalté l'esprit révolutionnaire du peuple qui avait accompli la révolution d'août il y a trente ans et qui, pour les premières élections générales du 1<sup>er</sup> janvier 1946, a proclamé à la face du monde qu'il était devenu le maître chez lui. »

Pham Hung, membre du Bureau politique du parti, candidat à Saigon, a déclaré que la victoire du peuple vietnamien était acquise mais que « le peuple vietnamien ne s'en tiendrait pas là. Il poursuivra son combat pour construire le socialisme avec succès et donner à chacun l'abondance et la joie ».

● Jean Fuseau, le nazillon de Rennes qui avait été arrêté après l'agression commise le 14 Février contre un groupe de manifestants de la marche de soutien aux soldats inculpés en Cour de sûreté de l'Etat, vient d'être libéré, semble-t-il sur instruction venue de Paris. Ce récidiviste devait être victime d'une erreur judiciaire.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue R. Lamoignon, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Beroard, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal)